

Sarkozy et l'hégémonie du néolibéralisme

Joachim Bischoff
Elisabeth Gauthier

LES DOCUMENTS

espaces
Marx

explorer, confronter, innover

Sarkozy ou le renouveau de l'hégémonie du néolibéralisme

Joachim Bischoff,
co-éditeur de la revue Sozialismus, Hamburg, Allemagne

Elisabeth Gauthier,
*directrice d'Espaces Marx (Paris)
et co-fondatrice de Transform !*

Espaces Marx, 6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19
Tél. : 01 42 17 45 10 - Fax : 01 45 35 92 04
e-mail : Espaces_Marx@internatif.org **Web** : <http://www.Espaces-Marx.org>

Sommaire

1. Le projet politique du renouveau du libéralisme

- .- Néolibéralisme, résistance et protestations
- .- Le néolibéralisme revitalisé
- .- Mérite, revalorisation du travail, récupération de la déception
- .- L'économie de l'insécurité

2. Dimensions politiques du « sarkozysme »

- .- Nouveau style de gouvernement.
- .- Renouveau de l'Etat, unité nationale
- .- Travail, concurrence et Nation
- .- Reprise d'une argumentation de droite populiste

3. Transformation de la société et du champ politique

- Inégalité sociale et élections

4. Perspectives sociales

5. Les défis pour la gauche

Annexe : données au sujet de la société salariale française

Sarkozy et l'hégémonie du néolibéralisme

« Charmées par sa verve et son brio, comme des enfants le furent jadis par l'habile flûtiste de Hamelin, maintes personnalités de tous bords avaient succombé à la magie de M. Nicolas Sarkozy. [...] Il s'est ainsi produit en France une sorte d'hypnose collective devant un président possédé par une hyperactivité déconcertante et un bouillonnement d'initiatives souvent fumeuses. Les yeux commencent à se dessiller alors que la vraie nature du bateleur, libérale et brutale, se dévoile. »¹ Tel est le commentaire d'Ignacio Ramonet que l'on peut lire dans la livraison d'octobre du *Monde diplomatique*. La gauche s'est ruée sur cette formule jusqu'à la caricature. « La question : comment cet homme a-t-il su parler aussi efficacement à l'inconscient collectif des Français ?, est au cœur de toutes les discussions »². Il est indubitable que le président élu possède une personnalité charismatique dont l'effet a été diffusé à travers les médias dans tous les foyers en France. Pour que ce trait de personnalité ait autant d'efficacité, il faut une configuration³ favorable dans la société. C'est de cela dont il est question dans le texte qui suit.

Compte tenu de la rapidité avec laquelle le président Sarkozy, depuis son élection, intervient dans tous les champs politiques, on peut se demander ce qu'il lui restera à réaliser durant son quinquennat après l'allègement des impôts pour l'acquisition immobilière, l'exonération des charges sociales pour les heures supplémentaires (qui a pour effet de miner les 35 heures), l'introduction du service minimum lors des grèves, les mesures de suppression de milliers d'emplois dans l'Education nationale et les services publics, l'application aux jeunes de 16 ans du droit pénal pour adultes, la radicalisation du contrôle des chômeurs, etc. Sans oublier le chantier d'un traité « simplifié » destiné à relancer rapidement l'Europe néolibérale, et le projet de ramener davantage la France au sein de l'OTAN tout en construisant simultanément le système de défense européen. Comme le constate Ramonet, cette orientation de politique extérieure place la France à un tournant quasiment copernicien.

¹ Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, octobre 2007.

² E. Hillebrand, « Noch einmal 10 Jahre Opposition ? », In *Berliner Republik*, 5/2007, p. 7.

³ En ce qui concerne charisme et vie quotidienne : Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen 1972, p 14ff ; et Ute Gerhardt, *Charismatische Herrschaft im Nationalsozialismus*, in *Geschichte und Gesellschaft* 4/98, p 503-538

Sarkozy ne témoigne d'aucune hésitation : la France doit être profondément remodelée. Le test génétique pour les enfants d'immigrés dans le cadre du regroupement familial doit devenir obligatoire à l'instar de l'Allemagne où ce type de « politique d'immigration basée sur des fondements scientifiques » est depuis longtemps admis comme « moyen adapté »⁴, en cas de décision du juge, lorsqu'il y a un doute sur le non respect des lois d'immigration. Cela fait la quatrième fois, durant ces cinq dernières années, que les lois relatives à l'immigration sont aggravées et les atteintes aux droits fondamentaux de l'individu amplifiées. La franchise médicale qui est mise en place et une réforme des régimes spéciaux de retraite cassent des acquis remontant avant la dernière guerre mondiale à la SNCF, à la Poste, et à EDF-GDF, à une époque où il n'y avait pas encore de système de retraite généralisé.

Des protestations, des grèves, des manifestations publiques ont rapidement commencé à se développer contre ces « réformes ». Les internes, par leurs mouvements, ont pu mettre en échec le projet de réglementation néolibérale concernant les médecins. Le conflit à Air France a illustré à quel point la stagnation des salaires et la question du pouvoir d'achat sont des questions très sensibles. Sarkozy s'était présenté comme le candidat du pouvoir d'achat ! En octobre, la grève a connu une participation record, les syndicats cheminots, pour la première fois depuis 1995, ayant tous appelé à y participer. Les salariés de la RATP, des transports urbains dans de nombreuses villes, ainsi que d'EDF/GDF, se sont joints au mouvement. Simultanément, des initiatives ont eu lieu dans l'éducation nationale contre la suppression de postes, dans l'administration fiscale, dans les ANPE contre la restructuration des services, ainsi que dans plusieurs entreprises privées contre des fermetures et des vagues de licenciements. Des mouvements ont suivi dans les services publics, dans les universités. Il ne s'agit pas, comme l'affirme le gouvernement français, de luttes pour des intérêts corporatistes, mais de la défense d'acquis qui ont été à plusieurs reprises déjà la cible d'attaques gouvernementales. Plusieurs semaines de grève contre le plan Juppé, en 1995, avaient obligé à des élections anticipées et conduit la gauche plurielle aux affaires. De la possibilité d'obtenir un soutien public aussi large qu'en 1995 dépend l'issue des luttes des salariés de la SNCF, de l'Energie et de nombreux secteurs publics.

L'unité des couches sociales « prêtes à l'effort » – sur la base du soutien desquelles Sarkozy a construit son succès électoral – a déjà subi des fissures car sur le fond, le pays est profondément divisé du point de vue économique et social. Les personnes entre 30 et 50 ans ayant supporté entre 1998 et 2003 une dégradation professionnelle a doublé (6,6 %) par rapport à la période 1980-1985, les plus touchées étant les ouvrières (10,8 % des salariés) et les ouvriers (11,8 %). Mais il est remarquable qu'a doublé aussi le nombre des

⁴ *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 20/09/2007.

déçus parmi ceux qui sont considérés comme faisant partie de l'ascension sociale (15,1 % contre 9,7 % pour la période précédente)⁵.

Les revenus du 1 % des ménages le plus riche (environ 350 000 foyers) ont augmenté de 19 % entre 1998 et 2005, tandis que la progression moyenne n'a été que de 5,9 %. L'augmentation s'élève même à 42,6 % pour le millième le plus élevé, tandis qu'à l'autre bout 7 millions de personnes sont considérées comme pauvres (parmi lesquelles 2 millions d'enfants) et doivent vivre avec moins de 817 • par mois⁶. La ruée sur les restaurants du cœur augmente sans cesse ; 2,6 millions de personnes ont besoin d'être aidées en nourriture par des associations caritatives ; 800 000 vivent dans des hébergements de fortune ou sont sans abri – ce que les tentes le long du canal Saint-Martin a rendu public en 2006 au moment de Noël.

Malgré ce contexte, l'opposition politique contre les choix gouvernementaux de Sarkozy se trouve en grande difficulté. Toutes les organisations de la gauche – dont le résultat est le plus mauvais depuis 1969 – sont confrontées à des questions difficiles quant à leur positionnement politique. Les élections municipales de mars 2008 constituent un nouveau défi dont les résultats dépendront, entre autres, de la tournure que prendra la confrontation avec le président et sa majorité. Jusqu'à présent, le paysage à gauche continue d'être marqué par une incapacité évidente à sortir de l'impasse qui a conduit à l'échec lors des deux dernières élections présidentielles.

Au sein du Parti socialiste, la confrontation se développe entre différents courants. S'il refuse l'alliance avec les autres forces de gauche pour soutenir des luttes aussi significatives que celles pour les régimes spéciaux et critique la politique du président davantage sur la forme que sur le fond, c'est que sur un grand nombre de questions il ne se trouve pas en opposition fondamentale à la politique de Sarkozy. Sa majorité refuse également de se joindre à la revendication d'un nouveau référendum concernant le traité européen afin. Quant aux forces à gauche du PS, elles font montre de peu d'énergie pour sortir de leur subalternité politique malgré leur clair soutien aux mouvements de résistance.

La LCR tente de trouver un impact notamment auprès d'une jeunesse révoltée, en proposant de dissoudre la LCR et de fonder un nouveau « parti anticapitaliste » tout en continuant à se démarquer du PCF. Au sein du Parti communiste, la nécessité d'envisager une nouvelle perspective est largement reconnue dès lors qu'il s'agit de trouver une issue à sa crise historique. Mais la concrétisation s'avère complexe et se fait attendre. La possibilité de développer une résistance efficace contre le remodelage de la société par

⁵ *Le Monde*, 19/12/2006.

⁶ Selon les références choisies, la pauvreté commence en dessous de 50 % ou de 60 % (c'est la référence européenne) des revenus moyens, soit actuellement 657 ou 817 •. On compte par conséquent 3,5 ou 7 millions de pauvres et, parmi eux, un ou deux millions d'enfants.

Sarkozy nécessite non seulement une dynamique sociale mais aussi une dynamique politique. Dans ce sens, le rassemblement de tous les potentiels de gauche et l'ouverture de nouvelles perspectives sont des questions immédiates.

La confrontation sociale à venir sera complexe. Président et gouvernement se trouvent le dos au mur. Les systèmes sociaux sont régulièrement déficitaires. Il manque les contributions des 8,7 % de chômeurs – en réalité probablement 9,5 %, selon le calcul plus sérieux du collectif « Les véritables chiffres du chômage »⁷. Face à une conjoncture qui se dégrade, l'économie française ralentit (1 % de perte de croissance aux Etats-Unis provoque une baisse de 0,4 % en France). Ce qui fait baisser les rentrées de contributions sociales et augmenter les déficits. Les prévisions budgétaires basées sur l'hypothèse d'une croissance de 2,25 % du PNB s'avèrent donc irréalistes. Les cadeaux fiscaux déjà décidés cet été réduiront les recettes de 12 à 14 milliards d'euros par an. Pourtant, le déficit public doit être maintenu à 64,2 % (c'est-à-dire en dessous de la moyenne européenne qui est de 71 %). L'Etat, miné par les cadeaux fiscaux qu'il fait aux riches, est dans l'obligation d'intensifier des « réformes » qui visent à faire baisser les dépenses sociales. Il tente alors d'imposer une conception de la République basée sur les intérêts des propriétaires de patrimoine⁸.

Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement montrent clairement que Nicolas Sarkozy veut procéder à un remodelage global de la société. Malgré les protestations et critiques, il a nettement été élu par un électorat qui le pensait capable de changer le cours des choses. Depuis 2002, il a saisi toutes les occasions pour obtenir une majorité nouvelle et durable. Il a réussi alors que la plupart des forces politiques du centre et de la gauche avaient estimé son arrivée au pouvoir comme improbable.

« Observée sur plusieurs années, avec les événements de 2005 en arrière-plan, le trait majeur de la campagne de Sarkozy a été une stratégie d'hégémonie, donc à caractère culturel et idéologique, avant d'être programmatique et électorale. Gramsci est ici la référence, par son analyse d'un affrontement politique qui se mène d'abord sur les représentations et les valeurs, puis sur le pouvoir proprement dit ; soit, aussi, une confrontation qui se joue dans la société civile avant d'aboutir sur la scène politique, ou électorale. »⁹

Plusieurs conflits sociaux de ces dernières années montrent que l'hégémonie néolibérale en place depuis un certain temps connaît ces dernières années de fortes contradictions et qu'une grande partie de la

⁷ Au printemps, la publication des statistiques du chômage a été reportée pour l'après élection. Un collectif « Les véritables chiffres du chômage », composé de statisticiens et d'experts, a été formé. Il publie régulièrement ses résultats et sa critique des statistiques officielles enjolivées.

⁸ *Le Monde*, 27/08/2007.

⁹ Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir ». In revue « Esprit », juillet 2007.

population est insatisfaite de la réalité sociale. En 2005, lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, les forces néolibérales n'ont pas réussi à s'imposer malgré la mobilisation de l'ensemble des grands partis, de l'appareil d'Etat et des médias. Ce qu'on a qualifié de « repolitisation », ainsi que le renforcement de la critique du néolibéralisme et de ses représentants politiques, ou encore l'appel aux hommes politiques pour qu'ils ne se retranchent pas derrière « les contraintes » du marché mondial ou de l'Union européenne, sont des signes manifestes de la crise du système politique. La promesse du gouvernement sortant de Chirac, de dépasser les fractures sociales et de remédier à la profonde division en France n'a pas été suivie d'effet et s'est soldée par une profonde déception.

Sarkozy a saisi à sa façon la division sociale et le fort courant d'insatisfaction : il a présenté une ligne politique dont les éléments clés sont le libéralisme efficace, l'autorité, le volontarisme politique, la présence active de la France en Europe et dans le monde, la discrimination positive, la reconnaissance du mérite individuel au travail et dans la société. Fondamentalement, on ne peut s'expliquer le succès de Sarkozy que si on l'interprète comme projet politique visant le dépassement des contradictions manifestes de la politique néolibérale.

Néanmoins, un processus de désillusion à l'égard de la politique concrète de Sarkozy commence à cheminer. En effet, les contradictions de la politique néolibérale ne peuvent se résoudre autrement qu'à travers un changement radical de politique. Mais il faut aussi voir que si la gauche estime à juste titre que la politique de Sarkozy constitue l'offensive la plus antisociale depuis les cinquante dernières années, elle n'a pas réussi jusqu'à présent à rassembler ses forces à côté des luttes syndicales en faveur d'actions communes et de propositions alternatives.

Dans la société française – où malgré la vive critique du mode de production capitaliste et du marché, ceux-ci sont considérés comme des formes incontournables – Sarkozy a su rendre crédible qu'il y aurait tout de même de la marge politique pour établir des compromis sociaux et qu'il saurait, malgré son soutien inconditionnel au néolibéralisme, l'utiliser en faveur de la rénovation de la France. Il a ainsi réussi à déterminer les thèmes au centre de la campagne électorale, à échapper à une confrontation sur l'orientation à donner à la société, à masquer le clivage droite/gauche, à entretenir l'illusion d'une nouvelle unité nationale, et à mettre en avant la volonté politique en tant que telle.

Déjà dans sa fonction de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Chirac et de Villepin, Sarkozy avait développé un style nettement différent de la plupart des milieux politiques. Ayant promis une rupture avec les méthodes politiques traditionnelles, son hyperactivité une fois élu a quand même surpris les Français. Omniprésent, l'« omni président », l'« hyper président » tente de s'affranchir des institutions de la V^e République et d'établir une communication rapide et directe avec la population à travers les médias. « Reality show », « culture de l'empathie »... Sarkozy développe un discours binaire, du bien et du mal. Pendant la campagne, cela lui a permis de polariser

l'électorat et d'obtenir avec 84 % une forte participation lors des deux tours du scrutin.

Si sa conception politique s'est avérée efficace durant la campagne, elle le reste aussi des mois après son arrivée au pouvoir, même si la bonne image commence à baisser et le mécontentement à monter. L'hyper activité ne produit pas automatiquement les résultats escomptés. Et c'est bien là une des fragilités du président qui s'est fait élire sur la promesse de résultats concrets.

1. Le projet politique du renouveau du libéralisme

Le credo politique de Sarkozy c'est la rénovation radicale de la France. « Je pense à la France, ce vieux pays qui a subi tant d'épreuves et s'est à chaque fois relevé. » Son prédécesseur Chirac aurait « fait rayonner les valeurs universelles de la France dans le monde ». En même temps, Sarkozy affirme que « la crise des valeurs n'aurait jamais été aussi profonde qu'aujourd'hui ». Il s'emploierait à réhabiliter le travail, à faire reconnaître le mérite et le respect qui seraient la base de la dignité humaine. Si les partis de droite et l'élite économique ont renoncé à se concentrer sur l'Etat national et, par conséquent, à défendre la valeur « nation » dans la période de la globalisation néolibérale et radicale, Sarkozy, lui, a utilisé durant les premiers mois de son règne à la fois la dérégulation néolibérale et l'intervention directe de l'Etat comme moyens politiques.

Sarkozy s'est mis en scène efficacement comme le représentant politique d'un nouveau départ, et donc de la rupture avec les institutions et les forces en crise de la droite. Le président de droite a su rassembler largement à droite mais aussi à gauche à travers le thème de la rupture avec la politique établie comme mot d'ordre. D'un côté, il a su regrouper les courants conservateurs – libéraux et la droite radicale ainsi que les électeurs de Le Pen ; de l'autre, il a pu appuyer l'hégémonie de son projet de renouveau néolibéral de la France sur une base politique large, en faisant des offres politiques en direction du centre et de l'aile droite du Parti socialiste. Cette rupture limitée avec le système Chirac se traduit également par une profonde restructuration de l'appareil gouvernemental.

L'ampleur de la victoire politique de Sarkozy se révèle également dans la faiblesse éclatante de l'opposition politique. En même temps, on voit apparaître des contradictions et la négation tendancielle de la promesse d'une rupture fondamentale avec la culture politique de la V^e République. Sur le plan institutionnel, on peut s'attendre à un déficit démocratique accru avec l'accroissement du pouvoir du président au sein du système politique. Pour obtenir la majorité nécessaire à son projet de modification de la Constitution, et pour s'assurer du même coup une base suffisante de soutien à ses innombrables réformes, Sarkozy tente de pousser l'ouverture, y compris en faisant fi des résistances de son propre camp.

L'évolution économique sera décisive pour la période à venir. Les perspectives de conjoncture défavorables vont rendre plus difficiles les réformes envisagées, d'autant que la crise internationale du crédit et de

l'immobilier renforce les tendances négatives. Dans cette situation, les premières mesures de redistribution en faveur du patronat et des riches ne peuvent qu'accentuer la fragilité.

Le président espère dissimuler les contradictions en matière de politique économique derrière des opérations populistes. Il est à remarquer que nombre de ses discours et actes cultivent en les creusant les divisions de la société : la vague de mesures répressives contre les chômeurs et les Rmistes, contre les sans papiers et les familles de migrants, contre des jeunes délinquants, en sont des exemples.

Il s'avère que la compétitivité de l'économie française dans la confrontation mondiale est nettement moins bonne que le gouvernement sortant avait voulu le faire croire. La croissance économique est également plus faible que supposé jusqu'à présent. Quant à l'annonce faite aux PME d'une aide substantielle, elle est restée lettre morte. En réalité, ce sont les grandes entreprises publiques et privées qui se trouvent au cœur de la politique économique.

La libéralisation du marché du travail et la casse des 35 heures, la restriction du droit de grève, l'abolition des régimes spéciaux dans le secteur public, la suppression d'emplois publics, la libéralisation des universités et de la recherche publique, la politique d'austérité présentée comme condition d'une plus grande compétitivité, sont de nature à pouvoir générer de sérieux conflits. La question des libertés publiques, tout comme la volonté de renforcer l'orientation transatlantique de la France, et la relance de l'offensive néolibérale en Europe, sont aussi des questions à risques. Alors que le MEDEF commence à insister pour accélérer certaines réformes, la proposition de mettre en place une « TVA sociale » au lendemain même de l'élection présidentielle, a suscité un tel mécontentement qu'un certain nombre de députés UMP donnés gagnants n'ont pas été élus. Le résultat concret du volontarisme politique affiché par Sarkozy est très attendu, mais il pourrait se retourner contre le président qui se trouve au centre de tous les événements.

La gauche, elle, n'a pas réussi à tirer les leçons du choc de 2002. Au sein du PS, on attendait une sorte d'alternance automatique : il n'y eut, du coup, qu'une pauvre synthèse entre tous les courants au lieu d'une clarification quant à l'alternative politique au néolibéralisme. L'échec du PS au référendum n'a pas été apprécié à sa juste mesure. La tentative de Royal d'insuffler des accents nouveaux a eu pour principal effet de contourner les questions sociales et s'est avérée inefficace. Le PS est à nouveau aux prises avec sa propre réorientation et se trouve dans une crise profonde. Sur de nombreux dossiers au cœur des réformes de Sarkozy (rôle de l'Etat, fusion GDF-Suez, réforme des retraites, traité européen, « autonomie » des universités...), la majorité du PS ne voit pas d'alternative sur le fond et adopte en conséquence un comportement ambigu. Des personnalités symboliques du parti (Kouchner, Strauss-Kahn, Lang.....) ont été associées à ses projets par Sarkozy et constituent des appuis à l'hégémonie gagnée lors de la campagne électorale. S'il est vrai que la protestation sociale contre Sarkozy, bien qu'éclatée, est

considérable, il est tout aussi vrai que jusqu'à présent il n'y a pas de large alliance contre la tentative de renouvellement de l'hégémonie libérale en France.

La gauche de la gauche n'a pas, jusqu'à présent, surmonté son échec ni su redéfinir une conception politique dans sa confrontation au « sarkozysme ». A gauche du PS, les efforts de renouvellement après 2002 ayant été plus importants, une nouvelle dynamique commune entre forces sociales et politiques antilibérales a été possible en 2005. La voie pour co-élaborer un projet alternatif favorisant l'action politique dans les et hors des institutions, pour former des nouvelles alliances et des candidatures communes aux élections de 2007, pour créer une nouvelle dynamique populaire s'est avérée trop complexe pour une solution à court terme. Les résistances antilibérales fortes dans la société n'ont pas reçu de réponse politique crédible à gauche.

Néolibéralisme, résistance et protestations

Depuis ce qu'on a considéré comme la première grande protestation contre le néo-libéralisme en 1995, des résistances et actions collectives se sont développées. Si en 2002 la gauche a été sanctionnée pour sa politique hésitante et sociale libérale, en 2004 elle a su profiter du mécontentement à l'égard de Chirac et Raffarin, et gagner de larges majorités aux élections régionales. Lors du référendum sur le traité européen le 29 mai 2005, la critique et la protestation ont pu s'exprimer dans un rassemblement important en dépit d'un profond clivage au sein de la gauche, et exprimer une volonté politique antilibérale et majoritairement marquée à gauche. Plusieurs éléments indiquent que ce qu'on appelle la dépression de la société française repose sur le fait que l'adaptation au néolibéralisme bouleverse tout particulièrement l'identité politique et culturelle de cette société.

Au total, la gauche n'a pas su utiliser ses atouts pour affaiblir sensiblement l'hégémonie du néolibéralisme aux élections de 2007. C'est Sarkozy qui, saisissant l'aspiration que le référendum traduisait à un « retour » de la politique, a su mettre à profit le résultat de 2005, mais en faveur de la poursuite et du renouvellement d'un projet néolibéral.

« Paradoxalement, il apparaît maintenant que 2005 a aussi préparé 2007. Le référendum a rendu évident aux yeux de tous que les discours chiraquien et socialiste étaient littéralement exsangues, avant que les émeutes dans les banlieues, quelques mois plus tard, n'offrent une sorte de confirmation sociologique de ce constat politique. »¹⁰

Recourant à un discours promettant la rupture avec le bricolage politique, il a réussi à dépasser le clivage entre le « oui » et le « non » en répondant à l'exigence des électeurs qui voulaient une politique plus active et en réagissant

¹⁰ Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir ». *In* revue « Esprit », juillet 2007, p. 5.

à un certain nombre de problèmes parvenus à maturité dans la société française en 2005.

Il est évident que le processus de désillusion par rapport au sarkozysme a commencé. Après une période de stagnation due à la défiance vis-à-vis de la politique et des partis, et après une forte hausse des candidats protestataires – notamment en 2002 –, le défi en 2007 a consisté à donner une réponse politique « à l'absence de vision dynamique de l'avenir de la France et du monde », comme l'écrit Jean Viard¹¹. « Depuis vingt ans, c'est la première fois que les votes de peur, de protestation et de rejet reculent massivement... Comme en 1945, en 1965 ou en 1981, le pays a fait des choix forts redéfinissant le camp politique. Il a tourné la page des années d'attente et de refus que nous connaissons depuis vingt ans. »¹² Henri Guaino, conseiller et plume de Nicolas Sarkozy, résume ainsi la confrontation : « L'électorat populaire est un objectif stratégique. C'est un monde étranger à Ségolène Royal. Cette population se sent peut-être trahie par la politique, mais elle n'a pas d'autre recours que la politique. »

Le néolibéralisme revitalisé

Le projet de Sarkozy n'est pas simplement conçu comme un projet électoral mais comme un projet de rénovation de la société à moyen et long terme. Il serait erroné de ne voir qu'une réaction populiste dans le fait que Sarkozy se saisit à grand bruit de la déception par rapport au bilan de Chirac, du pourrissement d'élites politiques et économiques, du renforcement de la « fracture sociale », de divers incidents tels que la révolte des banlieues ou encore l'installation des tentes par les SDF. A chaque fois, en promettant une rupture avec la politique traditionnelle, il vise ce qui est au cœur de son ambition : créer les conditions pour rassembler largement, pour constituer un nouveau bloc social.

Le thème central des élections de 2007 n'était pas, comme en 2002 la sécurité, ou comme en 1981 le chômage, en 1988 la modernisation, ou en 1995 la fracture sociale, mais la proclamation du retour à une volonté politique en France pour imposer un renouveau fondamental de ses valeurs. Sarkozy fait l'éloge du renouveau de la nation française et de l'Etat national qui doit pouvoir s'appuyer sur le travail et sa récompense. Dans le contexte d'une redistribution largement dégradée – niveaux élevés des revenus des *managers*, primes de départ, nombreuses affaires financières touchant des hommes politiques –, la « justice sociale » devrait redevenir le critère de la redistribution. « Les distinctions entre citoyens ne doivent pas dépendre de leur naissance, de la couleur de leur peau, ou d'études lointaines : c'est le travail fourni qui doit être le critère de la réussite... » Mais il s'agit là d'une

¹¹ Jean Viard (sous la direction de), *Le Président a promis... une France qui change*, Editions Le Seuil, Paris 2007, p. 10.

¹² *Idem.*, p. 234.

définition selon laquelle justice est articulée avec mérite. « Le rapport des Français à la politique a basculé. Elle était devenue ces dernières années l'affaire des élus, les citoyens-spectateurs en étant réduits à exprimer leur mécontentement envers les sortants [...] On le voit dans nos études, depuis une décennie, même à droite, l'idée que les marchés fonctionneraient de manière providentielle n'est plus crédible [...] En cours de campagne, le désir de mettre à l'Élysée un Président conduisant le pays sur la base du contrat politique noué avec les Français, et non sous la dictée des contraintes extérieures, l'a toujours emporté sur la tentation de l'abstention. »¹³

En effet, la victoire du Non a rendu impossible aux élites politiques de se cacher derrière les « contraintes » européennes ou de la globalisation. « L'essentiel, pour le pays, lors de cette présidentielle, n'était pas de diagnostiquer ou de s'opposer, mais d'indiquer en quoi on pouvait résoudre notre crise nationale. »¹⁴

Lorsqu'on étudie la motivation des électeurs du premier tour de la Présidentielle, la différence apparaît clairement. 60 % des électeurs de Sarkozy indiquent que la raison essentielle de leur décision est son projet ; 22 %, ses qualités personnelles ; 17 %, son appartenance politique. Pour Ségolène Royal, cela donne : 34 %, le projet ; 12 %, la personnalité, 52 %, l'appartenance politique. En moyenne, 53 % des électeurs se sont prononcés sur les projets, 25 % sur l'orientation politique, et 20 % sur la personnalité des candidats. On reconnaît à Sarkozy le profil d'un président bien plus qu'à Royal. Les thèmes mis en avant par Sarkozy étaient le mérite, la responsabilité, et l'autorité. Pour Royal, c'était la famille, la justice, et la nation¹⁵.

Les thèmes déterminants pour Sarkozy étaient insécurité (54 % de ses électeurs), chômage (38 %), pouvoir d'achat (37 %), immigration (33 %). Pour Royal sont également indiqués chômage (47 %), pouvoir d'achat (42 %) ainsi qu'éducation (50 %) et exclusion/pauvreté (45 %)¹⁶.

Il a fait de la nécessité de retrouver la prospérité économique et de renouveler profondément le monde du travail, ses priorités. Il serait un président qui protégerait les Français contre les violences, les délocalisations et l'exclusion sociale. Le soir du premier tour, il disait : « Je veux parler aux ouvriers, aux paysans, à cette France qui donne tant et ne reçoit jamais de contrepartie. Je veux parler de l'identité, de l'autorité, du travail, de l'effort. Je veux dire à tous les Français qui ont peur que je vais les protéger. » Le travail devrait à nouveau garantir la sécurité et retrouver sa valeur idéale et

¹³ Cf. Stéphane Rozès, « La nouvelle France », in revue « Le Débat », septembre-octobre 2007.

¹⁴ *Idem.*

¹⁵ *Idem.*

¹⁶ Enquête IPSOS/DELL, « Comprendre le vote des français, qui a voté quoi ? » ; 3 397 personnes interrogées par téléphone le 22/4/2007).

culturelle inhérente. Le pouvoir d'achat devrait être renforcé et les cotisations sociales baissées, les entrepreneurs devraient être libérés des contraintes dues à la protection contre les licenciements comme de celles relatives à la loi des 35 heures, et, dans le même mouvement, les citoyens devraient profiter d'une baisse fiscale et avoir la possibilité d'augmenter leurs revenus en combinant travail, retraite, ou études. En outre, il a plaidé pour la baisse des impôts directs avec un maximum de 50 % des revenus des particuliers et de 5 points pour l'impôt sur les sociétés.

Mérite, revalorisation du travail, récupération de la déception

« Travailler plus pour gagner plus » : tel a été le thème central de la confrontation politique et idéologique, par lequel devait passer l'élaboration d'une nouvelle conception des relations sociales, notamment vers une individualisation plus poussée. En décembre 2006, Sarkozy prononce un discours très remarqué « pour la France qui souffre » et « qui croit au mérite et à l'effort ». « Je suis venu ici parce qu'ici c'est la France, la vraie France, celle que j'aime, telle que je la connais, telle que je la ressens [...] La France qui souffre, c'est aussi celle des travailleurs pauvres, de tous ceux qui estiment ne pas avoir de récompense de leur travail, de leurs efforts, de leurs mérites. Celle qui sait qu'avec le SMIC on n'arrive plus à se loger, celle des temps partiels subis, celle des mères isolées qui ne peuvent pas travailler à plein temps parce qu'elles n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants. C'est la France des salariés de l'industrie qui vivent dans la hantise des délocalisations [...] C'est aussi celle des artisans, des agriculteurs, des pêcheurs écrasés de charges et de contraintes et qui n'arrivent plus à faire face. C'est la France des classes populaires qui a peur du déclassement. C'est la France pour laquelle le futur est vécu comme une menace [...] Apaiser ces souffrances, voilà ce que devrait être la priorité d'une politique qui ne serait pas une politique de renoncement. [...] Si vous voulez, nous léguerons à nos enfants non une France de misère et de souffrance, mais une France heureuse et fière d'elle-même. »¹⁷

Peu de temps après, son thème central devient : « Ça ne peut plus durer ». « Ça ne peut plus durer, les travailleurs pauvres qui se demandent quoi faire pour s'en sortir. Ça ne peut plus durer, le pouvoir d'achat trop faible, les enfants condamnés à vivre moins bien que leurs parents, la difficulté de se loger décentement. Ça ne peut plus durer, l'assisté qui gagne plus que le travailleur, l'école qui n'apprend pas à lire, à écrire, à compter correctement. Ça ne peut plus durer, la violence des multirécidivistes. Ça ne peut plus durer, le petit voyou et le patron voyou qui restent impunis. Ça ne peut plus durer, les parachutes en or pour celui qui échoue, les stocks-options réservés à quelques-uns. Ça ne peut plus durer, la discrimination, l'inégalité des

¹⁷ Charleville-Mézières, 18 décembre 2006, Denis Bertrand, Alexandre Dézé, Jean-Louis Missika, *Parler pour gagner. Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Presses de Sciences Po/Nouveaux Débats, Paris, 2007, p. 122.

chances, la panne de la promotion sociale. Ça ne peut plus durer, les femmes moins payées que les hommes, les mariages forcés, la loi des grands frères, la polygamie, l'excision. Ça ne peut plus durer, les délocalisations provoquées par la concurrence déloyale, le dumping social, écologique, fiscal. Ça ne peut plus durer, le travail découragé, le travailleur démoralisé. Ça ne peut plus durer, le travailleur qui paie pour tout le monde. Ça ne peut plus durer, les valeurs de la France bafouées, l'histoire de la France répudiée, la nation dénigrée. Ça ne peut plus durer, la France qu'on regarde se défaire en proclamant que l'on n'y peut rien. »¹⁸

Le thème du travail est prédominant pendant la campagne, mais aussi après car l'ambition de Sarkozy est de sortir la France de la spirale descendante. C'est ainsi qu'il aborde les préoccupations économiques et sociales (chez les ouvriers et les employés, ils sont au premier rang), mais sans tenter de répondre concrètement aux problèmes non résolus quant au modèle social. Il est clair qu'il y a là une prise en compte du « non » au référendum, plus élevé que la moyenne chez les ouvriers, les employés et les couches moyennes, et une volonté d'effacer le clivage entre le « oui » et le « non ». Ces dernières années s'est répandu en France le soi-disant « déclinisme », terme par lequel on a essayé de définir « le déclin » du pays et le « pessimisme » des Français. Sarkozy veut en finir avec cela et « libérer » le travail. « Je veux réhabiliter le travail, et au-delà le mérite, l'effort, le goût du risque. Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat. »¹⁹

En 2006, à l'université d'été du MEDEF, Nicolas Sarkozy avait déclaré : « J'obtiendrai que les Français travaillent davantage ». En effet, c'est une perspective d'autant plus profitable pour les patrons dans un pays ayant une productivité particulièrement élevée par heure travaillée, un déficit éclatant d'investissement dans la production, et où, selon EUROSTAT, les heures supplémentaires sont très pratiquées. « Il dit aux entrepreneurs : « avec moi, la France se remet au travail » aux classes moyennes : « je remets la société en mouvement et vous en serez à nouveau le pivot » et aux catégories populaires : « vous pouvez compter sur moi pour distinguer le travailleur et l'assisté que vous redoutez de devenir ». Par la même occasion, il propose une adaptation acceptable au cours actuel du capitalisme : « travailler plus pour gagner plus » afin d'éviter les délocalisations, face à une gauche libre échangiste qui prétend augmenter les salaires sans délocaliser. Mais au travers de la valeur travail, il mobilise surtout chez le salarié une identité positive menacée par la marchandisation. »²⁰ Il y a là une tentative de

¹⁸ Toulon, 7 février 2007.

¹⁹ Tract Nicolas Sarkozy, « Valeur travail », cité par Jean Viard, p. 226.

²⁰ Stéphane Rozès, « La nouvelle France », in « Le Débat », septembre-octobre 2007.

« réaliser une audacieuse alliance de classe entre les privilégiés et les démunis »²¹.

Sarkozy fait de nombreuses visites d'entreprises industrielles, notamment dans des régions où le score du Front national est élevé parmi les ouvriers, et en présence de capitalistes « actifs » entourés de « leurs » ouvriers, de façon à présenter une image « saine » du capitalisme. « Je crois dans la force créatrice du capitalisme, mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, de valeurs morales, sans l'humanisme, sans la culture [...] Il faut remettre le capitalisme au service d'une certaine idée de l'homme. Je crois dans l'éthique du capitalisme. Je n'accepte pas, et des milliers d'entrepreneurs avec moi, que le travail salarié et l'esprit d'entreprise soient bafoués par les rémunérations et les privilèges excessifs que s'octroie une toute petite partie de patrons. Je n'accepte pas qu'au niveau mondial, pour des raisons de pur profit, on joue avec les salariés et avec les usines comme on déplace des pions sur un jeu de société. Je proposerai à nos partenaires de l'Union européenne d'édicter des règles pour que ceux qui veulent investir soient les bienvenus, mais qu'ils se comportent humainement, en respectant les hommes et les femmes, en respectant le travail, conformément à notre culture qui place l'être humain au sommet de toute chose. Je renforcerai le capitalisme familial. »²²

A l'occasion de confrontations publiques importantes autour des « parachutes dorés » Sarkozy n'a pas hésité à désapprouver certains détenteurs de revenus ne provenant pas du travail, fustigeant leur rapacité excessive, et à déplorer les « patrons voyous » dont l'attitude est une trahison vis-à-vis de la nation. Dans le cas d'Airbus, il a pris le parti des salariés et du management en prononçant un discours mêlant les intérêts de la nation et ceux d'une politique industrielle européenne. Mais au moment même où éclate le scandale des délits d'initiés dans cette entreprise, la ministre de la Justice réduit les peines pour la criminalité économique. Par ailleurs, la proximité de Sarkozy avec la hiérarchie patronale est mise publiquement en scène.

62 % des électeurs du premier tour disent avoir mis en priorité le travail devant toutes les autres valeurs. Lors du deuxième tour, 51 % des salariés (55 % dans le secteur privé), 51 % des ouvriers et employés, et 53 % des ouvriers de l'industrie, ont voté pour Sarkozy²³.

L'offensive de Sarkozy a pu s'appuyer sur les différences sociales profondes et sur les opinions contradictoires, voire paradoxales, qu'elles génèrent : 68 % des employés et 75 % des ouvriers, 81 % des ouvriers non qualifiés, 76 % des simples prestataires de services, 61 % des vendeurs, 62 % des employés de l'administration et des entreprises (soit en moyenne,

²¹ Eric Dupin, *A droite toute*, Fayard.

²² Besançon, 13 mars 2007.

²³ Cf. Stéphane Rozès.

60 % des électeurs) déclarent ne pouvoir s'en sortir que difficilement avec leurs revenus ²⁴.

78 % des salariés trouvent leur activité « stressante ». 43 % mettent en premier l'intérêt qu'ils portent au contenu de leur activité. Les problèmes les plus pesants sont : l'insécurité professionnelle (pour 53 % des salariés), le manque de reconnaissance (49 %), la surcharge (38 %), les mauvaises conditions de travail (36 %) ²⁵. Les phénomènes d'isolement au sein de l'entreprise, de pression insupportable, et de non-reconnaissance ont été rendus visibles ces derniers mois par plusieurs suicides au sein de grandes entreprises.

La transformation structurelle des entreprises génère aussi un renforcement de l'isolement, notamment chez les ouvriers et les employés qui sont aujourd'hui concentrés dans les PME, chez les sous-traitants des grandes entreprises alors que les cadres et techniciens sont majoritairement employés dans des grandes entreprises, des sièges sociaux, ou des PME développant la technologie de pointe. Seulement 11,3 % des entreprises comptent plus de 500 salariés en 2001 contre 20,6 % en 1976. Aujourd'hui, 53 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés ²⁶.

Si l'on compare avec les caractéristiques du capitalisme développé, il s'avère que depuis les années 70 nous observons à nouveau dans les principaux pays capitalistes un processus de transformations profondes. Celui-ci ne concerne pas seulement le déroulement cyclique du processus d'accumulation capitaliste, mais inclut également la dénonciation du compromis asymétrique de classe de l'étape de développement fordiste, ainsi qu'une offensive politique contre la base de légitimation que constitue la démocratie politique. La conséquence de la stratégie du capitalisme actionnarial c'est que la transformation du réseau des entreprises lèse les salariés : ils doivent produire, dans un processus de création de valeur intensifié, un rendement du capital de 15 % au moins et en même temps se contenter de la mise en place de la flexibilité, d'augmentations de salaires inférieures au progrès de la productivité, et de retraites en baisse.

Selon Sarkozy, le travail devrait retrouver sa valeur, l'effort devrait être mérité et permettre une vie meilleure et l'ascension sociale. Tandis que Ségolène Royal affirme qu'on devrait considérer la question du travail autrement, son concurrent dit qu'il faudrait le revaloriser dans la société. Sarkozy affronte l'idéologie « hostile à l'effort » de la génération de 68, de la gauche, et voudrait rapidement remettre en cause les 35 heures et le droit de grève. « Ceux qui se lèvent tôt » sont mis en avant alors que sont stigmatisés tous ceux qui, recevant des aides sociales, sont dévalorisés et relégués en catégorie à part. « Ceux qui ne veulent pas faire d'effort », ceux qui sont « hostiles à l'effort », sont de plus en plus mis sous pression et il est

²⁴ Cf. Claude Dargent.

²⁵ Sondage tns-sofres (juillet 2007) sur « Les Français et le travail »

²⁶ Cf. Bolzinger.

reproché à la gauche de les soutenir de façon opportuniste comme une clientèle à préserver. La règle générale devrait être « donnant-donnant », à cent lieues des droits individuels et collectifs et des contradictions antagonistes entre capital et travail.

L'individualisation des rapports sociaux est développée dans tous les domaines. Toutes les mesures visent à diviser les couches sociales subalternes. « Un gigantesque » plan contre la fraude aux indemnités de chômage est annoncé. Un « revenu de solidarité active » (RSA) est encouragé, qui devrait pousser ceux qui touchent le RMI à accepter des heures de travail leur permettant de continuer à percevoir leurs aides – faisant émerger de ce fait une nouvelle variante d'emploi à bas salaires et publiquement aidés. Stephen Bouquin parle d'un « Etat providentiel des employeurs [...] qui favorise la compétitivité des entreprises et vise la remarchandisation du salariat, avec une segmentation où autour du cœur d'un salariat « stable » se forme une périphérie de salariés précaires et davantage dépendants du marché du travail. » L'intervention étatique « correspond à un déplacement de la tutelle publique vers des critères de marchés financiers qui s'éloignent des solidarités conquises sur la base de la reconnaissance du conflit capital/travail »²⁷.

Ces nouveaux types d' « activités » conduisent à une dissociation entre travail salarié et revenu. En haut de l'échelle se répandent l'intéressement, le salariat actionnaire, et en bas de l'échelle la possibilité et la nécessité de cumuler prestations sociales et revenus du travail²⁸.

Une nouvelle figure – « le précaire permanent » – apparaît, ce qui ne signifie pas son exclusion du salariat mais conduit à la dégradation des conditions de l'ensemble du salariat. La tendance à la précarisation du travail salarié s'impose d'autant plus facilement que l'éclatement de la classe ouvrière des Trente Glorieuses a conduit à un salariat « multi-polaire » sans groupe central unificateur et sans expression politique commune²⁹. Ce qu'on appelle les classes moyennes – qui étaient au cœur de la dynamique ascendante des Trente Glorieuses – sont aujourd'hui en proie au pessimisme³⁰. Si l'on ne peut pas parler de paupérisation généralisée, on remarque en tout cas une rupture entre différentes générations de ces couches moyennes lorsque les jeunes sont confrontées à un manque de perspective et un risque de descente sociale – cela s'est exprimé notamment lors de la protestation contre le CPE.

Sarkozy vise l'accélération de la société patrimoniale. « Aujourd'hui, la stagnation des salaires et la progression des revenus financiers font de l'accès au patrimoine un enjeu stratégique, mais particulièrement inégalitaire, et en

²⁷ Stephen Bouquin, *in*, *Le Bas de l'échelle*, Pierre Cours-Salies (Dir.), Edition Erès, page 205.

²⁸ *Idem*, page 204.

²⁹ Cf. Jean Lojkine.

³⁰ Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, 2006.

autre aléatoire. »³¹ Malgré cela, le rêve d'une société de propriétaires doit être redynamisé.

En réalité, les revenus salariaux stagnent depuis 2000, la répartition capital/travail se dégrade. Il y a un « véritable changement de paradigme dans le fonctionnement des marchés de capitaux et les politiques de dividendes en France, avec un alignement des pratiques sur celles prévalant à l'étranger ». Simultanément, on constate une forte croissance des revenus du patrimoine. Les hauts revenus structurellement composés d'une importante part de revenus du patrimoine : la part des revenus du capital est de 23 % pour le dernier centile, de 38 % pour le dernier millième, de 55 % au dernier dix millième. Entre 1998 et 2006, les revenus des capitaux mobiliers augmentent de près de 5 fois plus que la croissance des salaires³².

Les options du président se traduisent par une vague de réformes. Selon lui, le pouvoir d'achat se verrait renforcé s'il était libéré de charges sociales, si les entreprises n'étaient plus soumises aux 35 heures et aux restrictions quant aux licenciements, si les retraités et étudiants pouvaient améliorer leur situation en acceptant de petits boulots. Les impôts ne devraient pas dépasser 50 %, l'impôt de société devrait baisser de 5 point, les heures supplémentaires devraient être « libérées » de charges sociales et d'impôts. C'est en contournant la question de l'augmentation des salaires que doit être trouvée la réponse aux revendications et aux nécessités en matière de pouvoir d'achat. Par la même occasion, les 35 heures seraient minées, la flexibilité renforcée dans l'intérêt du patronat et la position des syndicats affaiblie.

Trois grandes conférences sont organisées cet automne, sur les conditions de travail « élément important de la compétitivité », sur l'égalité professionnelle et salariale hommes/femmes, et sur le pouvoir d'achat. Christine Lagarde précise son objectif : « identifier les conditions d'un équilibre pérenne entre les contraintes de compétitivité des entreprises et la rétribution valorisante de l'investissement des salariés ». Le travail de la « Commission Attali » (ancien conseiller de Mitterrand, auteur d'un ouvrage très remarqué sur Marx) sur « la libération de la croissance » est placé sous les auspices de l'amélioration de la compétitivité. C'est pourquoi nous avons besoin « d'une cure de modernité intensive », dit Sarkozy (discours lors de la mise en place de la Commission). Son devoir devrait consister à établir un « diagnostic précis des difficultés à promouvoir la libération du travail », à augmenter la compétitivité des entreprises, qui permettraient « d'asseoir le rôle de la France dans la mondialisation, de renforcer notre attractivité pour les investisseurs

³¹ Jean-François Bolzinger, « Classes sociales et rassemblement transformateur ». Contribution à la discussion de la rencontre des 8-9 décembre 2007 à Paris. Consultable sur le site ANR/PCF.

³² Camille Landais, *Les Hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ?*, Ecole d'économie de Paris.

étrangers » – entre autres, à travers un « Small business Act » –, d'être compétitifs sur le « marché des biens et des services », et ainsi d'augmenter le pouvoir d'achat des Français. Dans le même temps, il faudrait changer l'ensemble du système fiscal – ce pour quoi la TVA sociale ne serait que le début ³³.

L'accélération des négociations entre patronat et syndicats en vue « de la modernisation du marché du travail » est une exigence. Au cœur du projet se trouve « le contrat de travail unique » (CTU) dont le sens est expliqué par la nécessité d'une plus grande flexibilité, et qui est accompagné d'une vague promesse de sécurisation des carrières professionnelles. Il y a là un point commun avec le « contrat nouvelle embauche » (CNE) où les droits des salariés sont proportionnels à la durée. Ainsi serait créé un nouveau groupe de précaires, non seulement en marge du salariat et du marché du travail, mais toujours plus au cœur des entreprises et du travail salarié. Une cour de justice parisienne a récemment rejeté le CNE – tel qu'il est – comme contraire au droit international (Art. 7 de la Convention 158 de l'Organisation Internationale du Travail). Dans son discours à l'université d'été du MEDEF, Sarkozy avait déclaré qu'il s'agissait de « plus de liberté et de prévisibilité pour l'employeur et, au bout du compte, plus de protection pour le salarié [...]». C'est la sécurisation juridique de l'employeur et la sécurisation du parcours professionnel du salarié. » Le but consiste à définir le licenciement comme une séparation à l'amiable entre salariés et patron.

Malgré leur faiblesse relative avec un taux d'organisation de 8 % et le recul des journées de grève (dans les transports publics, 90 % des incidents ont pour cause des problèmes techniques ou un manque de personnel), les syndicats sont la cible d'une double stratégie : ils doivent être isolés, mis en difficulté, et ils doivent être intégrés le plus possible dans le remodelage voulu par Sarkozy. Dans leur confrontation à l'occasion du CPE, on a pu constater que la légitimité publique et la reconnaissance des syndicats sont élevées. L'alliance entre étudiants et syndicats a pu faire tomber les mesures gouvernementales sans avoir recours à des grèves massives. Comme on a pu le voir lors des réformes délicates concernant les réductions de l'emploi public, les régimes spéciaux et le secteur public – où les syndicats continuent d'être présents –, ils peuvent compter sur le soutien d'un certain nombre d'usagers et d'élus et, par conséquent, constituer des pôles de rassemblement dépassant leur propre cadre. Durant cet automne, les syndicats ont réussi, souvent dans l'unité, de grandes mobilisations obligeant le gouvernement d'ouvrir des négociations et empêchant pour l'instant un passage en force.

³³ Cf. Yves Dimicoli, « Riposte aux projets d'union sacrée de Sarkozy pour la compétitivité », *in* revue « Economie et politique », n° 636-637.

L'économie de l'insécurité

Le système de régulation du capitalisme d'après-guerre avait, comme c'était le cas pour d'autres pays, sa concrétisation spécifique en France. « Le pouvoir des grandes entreprises, une organisation homogène du travail et de puissants syndicats fondent la prédominance de ces formes de régulation collective [...] Les deux piliers sur lesquels sont bâtis les systèmes de protection collectifs – l'Etat et les groupes sociaux professionnels homogènes – commencent à se fragiliser depuis les années 70. »³⁴

Le passage des structures sociales fordistes du vingtième siècle à la flexibilisation et la précarisation du travail se traduit dans une économie politique de l'insécurité dont les conséquences sont perceptibles dans tous les domaines de la société. Il s'accompagne de ruptures idéologiques profondes et de nouvelles contradictions qui confrontent l'ensemble des forces politiques à de nouveaux défis.

L'idéologie et la politique néolibérales ne revêtent pas que des aspects négatifs. Le dé-chainement du capitalisme signifie également l'ouverture d'espaces pour le développement de l'individualité, même si c'est avec beaucoup d'ambivalence et de fragilité. Les potentiels de la force de travail sont aujourd'hui valorisés dans des conditions où la société de marché s'étend à des domaines comme l'Education, la Santé et les Services publics. L'exigence grandissante de l'auto-organisation dans le processus de production ne se limite pas au seul pilotage de la valorisation de sa propre force de travail au sein de l'entreprise : elle s'étend également à d'autres domaines sociaux où cette capacité est également requise. L'ambiguïté du développement de la productivité et de l'individualité trouve ici une nouvelle expression.

Au cœur de ce nouveau mode de gestion – mais aussi de la politique du patronat – il y a ce nouveau type de subjectivisation des rapports de pouvoir qui s'expriment, dans des secteurs de la société très différents, par des principes comme « l'Etat activant » en matière de politique sociale et économique, celui de l'exigence et de la promotion de la responsabilité individuelle accrue, ou encore l'appel à la capacité de chacun d'être « entrepreneur de soi-même ». S'impulse ainsi un passage de la sécurité publique vers la sécurité privée, de la gestion sociale des risques à la gestion individuelle, de la protection sociale à la protection individuelle, de la prévention publique à la prévention individuelle.

Les éléments nodaux de cette idéologie du libéralisme – expression même du capitalisme financiarisé, flexibilité, et déchainé – tiennent dans deux formules : « Tous les pouvoirs aux marchés » et « dirige toi toi-même ». Ce message n'aura de crédibilité que si le travail – et par conséquent le mérite et sa reconnaissance – deviennent des valeurs de référence.

³⁴ Cf. Robert Castel, cité selon l'édition allemande *Die Stärkung des Sozialen*, Hamburg 2005, p. 55.

Ces deux impératifs politiques et idéologiques sont liés. « Tous les pouvoirs aux marchés » se réfère aux conditions sociales et au cadre de l'entreprise qui sont transformés avec la crise du fordisme et le développement du capitalisme financiarisé. « Dirige-toi toi-même » induit un changement du comportement et de l'action du sujet (tout particulièrement du salarié) dans tous les domaines de la société. Autogestion, auto-pilotage, auto-organisation, et « empowerment » – il s'agit d'être entrepreneur de sa propre force de travail – sont autant de réactions et d'effets des nouvelles conditions et structures du travail salarié. Car l'ensemble du monde du travail salarié se voit actuellement entraîné dans un fort courant de précarisation. L'insécurité – qui ne cesse de croître dans ce contexte – doit être dépassée au moyen de prévention individuelle et d'auto-management actif ; ce qui générera dégradation et dislocation progressives des structures traditionnelles de la sécurité sociale ainsi que de l'ensemble de la société.

Ces transformations brutales se fondent sur les réalités des rapports de production fordistes – essentiellement sur le terrain de l'organisation du travail à l'entreprise – et reflètent en même temps le processus de dislocation puis de rupture avec le fordisme, alors que tarde à s'installer un nouveau mode de production stable garantissant une rationalité et une efficacité supérieures de la société. Les nouvelles qualités du travail auxquelles le mode de production fordiste a conduit dans les années 60-70 se résument à : qualification et subjectivisation. Au sein de l'entreprise, cela se traduit par une décentralisation et une marchandisation accrues. Les entreprises sont réorganisées de façon que les différents secteurs de la chaîne de production de valeur soient soumis à une structure de concurrence comparable au marché. L'ouverture des structures de l'entreprise à un mode de relations similaires à celles du marché (internationalisation du marché) a un but clair : augmenter la flexibilité dans le processus de création de valeur et pour l'ensemble de la chaîne. La concurrence accrue est présentée comme une contrainte extérieure permettant davantage de flexibilité. Le vieux système hiérarchique laisse de plus en plus la place à un système de pilotage indirect. Les salariés sont directement confrontés au marché, le management se limite à établir des objectifs et les cadres. On voit déjà, surtout dans les secteurs de haute qualification, comment et à quel point la planification du travail et des horaires est transférée aux salariés mêmes.

Une autre façon de dissoudre les structures hiérarchiques consiste à disséminer les chaînes de production de valeur dans plusieurs entreprises. Dans des secteurs à fort taux de travail scientifique et conceptuel, nous observons l'accroissement de structures de travail flexible et de projets. L'ensemble de ces transformations ont pour conséquences la diminution des modes de contrôles hiérarchiques au profit d'une extension des responsabilités individuelles, du collectif ou du groupe de travail.

Ces transformations du travail salarié et cette extension de responsabilisation individuelle sont loin de favoriser des conditions sociales stables et sécurisées. En effet, les processus d'ouverture au marché en cours et les phénomènes de dislocation de la société qui les accompagnent – en

général justifiés par de soi-disant contraintes de la mondialisation rendant impossibles des politiques de régulation nationales – conduisent à une politique économique d'insécurité.

Ces tendances à la précarisation et aux processus ambivalents de flexibilisation du travail, comme les stratégies d' « empowerment », sont pour les individus facteurs de très grande tension. L'entreprise devenue flexible exploite tout à fait consciemment pour l'aggraver cette situation marquée par l'insécurité. La précarité produit davantage de précarité. C'est ainsi que l'entreprise cherche à abaisser les coûts notamment en faisant peser sur les salariés la menace permanente de perte de leur emploi. Si la tendance à la dissolution des structures hiérarchiques est ressentie par une partie des salariés comme une libération, elle crée aussi d'autres restrictions du fait du rapport de force plus favorable au capital et aux relations de dépendance qu'il génère. Il faut bien voir que ce sont les salariés eux-mêmes qui demandent davantage d'autonomie et de responsabilité au travail.

La logique du pilotage indirect par le marché rend possible la co-organisation des heures de travail, mais en même temps dissout pratiquement toutes les régulations antérieures du temps de travail, dissocie les temps de travail et de production, ce qui conduit à l'extension des 3 x 8 et du travail pendant les jours de fête. De façon générale, on peut constater une tendance à la flexibilisation du temps et une explosion des rythmes temporels dans les sociétés. Cette flexibilisation ne se limite pas au temps de travail hebdomadaire : elle atteint aussi le temps mensuel, le temps annuel, et même au long de la vie. Les modes de calcul et d'équivalence des temps de travail s'en trouvent modifiés. A quoi s'ajoutent encore les systèmes de rémunération variables des emplois régis par des conventions collectives. Les rémunérations variables comprennent une partie de salaire liée au mérite individuel ou aux résultats de l'entreprise. Une des formes les plus courantes de ces salaires variables est la participation des salariés au capital productif. Dans cette logique, la baisse des salaires doit être compensée par la participation au patrimoine. Dans ces conditions d'intensification radicale de la chaîne de production de valeur et de réduction des garanties et de sécurité sociales, syndicats et délégués perdent progressivement le contrôle sur la négociation salariale.

C'est de ces processus contradictoires avec d'un côté l'élargissement de l'individualité par la subjectivisation et la flexibilisation du travail, et de l'autre l'extension des emplois non protégés et précaires, que le néolibéralisme tire son bénéfice politique.

Contrairement à ses prédécesseurs et à la majorité de la classe politique, Sarkozy fait preuve d'attention pour cette nouvelle configuration. Il mise sur l'intervention politique en faveur d'un renouvellement radical de la société française sur la base des valeurs traditionnelles : travail salarié, reconnaissance sociale, mobilisation de l'Etat et de la Nation.

Depuis 2002, connaissant la fragilité de la gauche, les contradictions profondes instrumentalisables au sein de la société française, et la possibilité de rassembler toute la droite, Sarkozy a engagé un vaste programme de

travail avec l'objectif de réaliser un consensus sur un projet le portant au pouvoir, lui permettant de l'exercer. Il s'est pour cela entouré de personnalités politiques, intellectuelles, parfois issues de la gauche. Dans le prolongement du programme de réforme du MEDEF « pour une refondation sociale », l'UMP – qui s'est rapidement renforcé depuis 2002 – a entrepris un travail de renouvellement, thème par thème, avec l'appui d'un grand nombre d'intellectuels. Les universités du MEDEF sont devenues des laboratoires auxquels Sarkozy a souvent participé. Au lendemain de l'échec aux élections régionales de 2004 et au référendum de 2005, ce travail a été intensifié³⁵, souvent à raison d'une convention thématique mensuelle directement pilotée par Fillon et Sarkozy.

« Installer un libéralisme à la française : la droite mesure l'ampleur de la tâche. Le libéralisme en effet n'est pas populaire en France [...] Toutes les enquêtes, tous les sondages répétés montrent que cette droite n'emporterait pas la majorité sur les fondements libéraux en matière économique et sociale sans un imposant travail de conviction [...] Les sondés se montrent très attachés aux acquis sociaux (SMIC, code du travail, etc.) et très allergiques aux délocalisations, aux privatisations, aux inégalités salariales, aux licenciements arbitraires ». En ce qui concerne les fonds de pension ou encore une éventuelle sélection à l'admission dans les universités, les opinions libérales reculent brutalement. « La droite se met au travail et croit identifier trois obstacles majeurs contrariant l'ardeur libérale des Français : la question de l'Etat, le rapport à l'argent et le rapport entre l'intérêt général et l'intérêt particulier [...] Prenant en compte ces résistances, Sarkozy et les siens cherchent à opérer avec méthode un véritable renouvellement doctrinaire. [...] Les arrêtes sont : moins d'Etat, mérite, réussite, compétence, récompense, individu, initiative, concurrence. La notion d'égalité est combattue et l'inégalité doit être reconnue comme naturelle. Il est visé de rétablir l'autorité comme valeur, de dépolitiser la vision de la société, de promouvoir l'émotionnel dans le vécu des événements au quotidien. La droite sarkozyste a réussi à proposer le libéralisme comme la solution au déclassement social qui taraude la société, alors qu'il en est la cause. »³⁶

Le résultat, c'est la constitution d'un nouveau sujet politique, situé loin à droite, mais possédant une grande puissance de rayonnement au-delà des frontières traditionnelles. La gauche a de grandes difficultés à définir le phénomène Sarkozy. Révolution conservatrice, bonapartisme, populisme, césarisme, néo-gaullisme, accents pétainistes, autoritarisme au service des privilégiés – ou du néolibéralisme – sont des qualificatifs fréquemment utilisés.

« On retrouve surtout dans le style de Sarkozy quatre composantes majeures du populisme : la contradiction idéologique assumée (libéralisme européiste/protectionnisme ; atlantisme/indépendance nationale ; valorisation

³⁵ Sur cette question, voir Gérard Streiff, « Remarques sur la conversion libérale de la droite », note consultable sur le site www.Espaces-Marx.org

³⁶ *Idem.*

de l'argent/défense des « petits »), la volonté de rupture avec le passé (« désormais, tout devient possible » était le slogan du candidat Sarkozy) et la valorisation de la modernisation... Enfin – et peut-être surtout – la volonté d'arriver, par l'ouverture du gouvernement « à gauche », à un simulacre d'union nationale qui, comme dans toutes les régimes plébiscitaires, a pour fonction de dévaloriser l'idéologie et d'évacuer la question sociale. »³⁷

Il n'y a qu'une analyse différenciée de la formation des contradictions non seulement de la société mais aussi des classes subalternes, et de leur instrumentalisation, qui puisse contribuer au développement d'un débat politique à gauche susceptible de déboucher sur un processus de renouvellement ou de ré-invention de la gauche politique.

2. Dimensions politiques du « sarkozysme »

Nouveau style de gouvernement.

Le volontarisme de Sarkozy articulé autour de autorité, mérite, et responsabilité, est une réponse de droite conservatrice, populiste, et même autoritaire, revalorisant la Nation à partir des contradictions qui ont mûri ces dernières années au sein de la société française.

« Fondamentalement, on observe un recentrage idéologique des électorats de la gauche et de la droite sur l'Etat-nation face à des marchés aveugles et sourds aux finalités humaines qui semblent remettre en question compromis sociaux et démocratie. La France est parmi les pays développés celui où le terme « marché » est connoté le plus négativement. »³⁸

« Je défendrai la V^e République, mais changerai la pratique constitutionnelle, le comportement politique et les mentalités. »³⁹ En cela, le nouveau président se positionne à l'opposé de sa concurrente Ségolène Royal qui avait clairement dit durant la campagne que les institutions politiques de la V^e République étaient minées et épuisées, et que le passage à une VI^e République devait être organisé par la voie d'un référendum.

Dans un tel contexte, la personnalité du futur président – de la future présidente – était devenue un élément essentiel. Sarkozy cherchait à démontrer à travers son discours et ses postures que chaque problème pouvait trouver une solution dès lors que la volonté politique était suffisante et que le mandat politique était utilisé à cet effet. Il fallait évidemment accepter qu'on ne « pouvait pas faire d'omelette sans casser des œufs » – d'où la nécessaire rupture avec le style politique hésitant et attentiste de Chirac.

Libéralisme et volontarisme politiques semblent ici compatibles. Fréquemment, il est fait référence à Blair, comme exemple crédible de l'exercice efficace de la politique reconnaissant la priorité du marché. La

³⁷ Jean-Yves Camus, « Nicolas Sarkozy : un modèle pour les droites européennes ? », in revue « Transform ! » numéro 1.

³⁸ Stéphane Rozès, « La nouvelle France », in « Le Débat », septembre-octobre 2007.

³⁹ N. Sarkozy, FAZ 16/5/2007

démocratie représentative mise à mal durant ces dernières décennies a ainsi pu retrouver de son attrait : la participation élevée à l'élection en atteste. Sarkozy avait construit sa campagne en tenant compte de ces réalités.

« Sarkozy a capté l'attention du public parce que systématiquement, il a nommé ce qui ne fonctionne pas dans la société [...] Beaucoup ont insisté pour n'entendre là que les érucations des néo-populistes, destinées à rallier l'électorat d'extrême droite. Il y avait certainement de cela, mais pas uniquement... » Il a su lier « un « parler vrai » d'autant plus frappant qu'il allait de pair avec un sens inné de la provocation ; et de là, un discours normatif cohérent qui légitime la stratégie de réforme : la valorisation de l'effort individuel, l'ordre, l'autorité, la nation, etc. Enfin venait le programme, décliné au cours de la campagne. Telle est la structure d'un discours hégémonique. »⁴⁰

Un nouveau type de classe politique et de gouvernement est mis en place. A l'instar des modes de gestion des entreprises modernes, c'est un type de management qui s'installe au sommet de l'Etat. Comme chez Berlusconi ou chez Schröder, la Nation est gérée comme une SA. Le pouvoir est concentré à l'Elysée, autour du président qui prescrit l'orientation aux ministres et aux préfets, qui veut juger chacun en fonction de son mérite, qui négocie personnellement avec les syndicats, qui fait célébrer son omniprésence par les médias.

Des projets alternatifs qui ne pouvaient ou ne voulaient pas poser avec crédibilité la question du pouvoir, n'étaient pas en mesure d'être entendus significativement lors des élections de 2007. Le projet de démocratie participative présenté par Ségolène Royal comme une offre politique innovante n'est apparu aux électeurs que comme peu efficace.

Au total, même les partis politiques traditionnels et conformistes ont développé en 2007 un discours critique du système, comme réaction aux élections de 2002 ou du référendum de 2005. « Il flotte sur tous les discours de cette campagne un parfum anti-establishment. »⁴¹ Cette appropriation du discours anti-establishment par les candidats modérés des partis de gouvernement le banalise et banalise ainsi le discours des candidats plus radicaux qui ont du mal à trouver leurs places et leurs rôles dans l'intrigue. »⁴²

Ainsi, Sarkozy, ministre et chef de parti de gouvernement a pu dire : « Ma France, c'est celle de tous ceux qui ne croient plus à la politique parce qu'elle leur a si souvent menti. Je veux leur dire : aidez-moi à rompre avec la politique qui vous a déçus pour renouer avec l'espérance. »

⁴⁰ Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir ». In revue « Esprit », juillet 2007

⁴¹ Denis Bertrand, Alexandre Dézé, Jean-Louis Missika, *Parler pour gagner. Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Presses de Sciences Po/Nouveaux Débats, Paris, 2007, p. 96.

⁴² *Idem*, p. 101.

Renouvellement de l'Etat, unité nationale

Quant au renouveau de la République, Sarkozy a toujours insisté sur le fait qu'il s'agissait de deux conceptions de l'Etat, deux systèmes de valeurs. Le sien sur la base d'une dynamique économique et sociale induite par son projet politique, ou la position de Royal et sa nouvelle constitution politique où tous les groupes sociaux pourraient s'impliquer avec leurs intérêts et souhaits.

L'Etat est au cœur des discours de Sarkozy, c'est évident. Le changement politique est proposé comme initiative d'en haut sur la base de l'autorité correspondante. Selon la conception néolibérale, différents secteurs de l'espace public doivent être réduits (services publics...), alors qu'en même temps d'autres fonctions de l'Etat – notamment celles concernant l'ordre et la sécurité – sont renforcées. Il ne s'agit donc pas de moins d'Etat mais d'un autre Etat, d'une combinaison entre éléments libéraux, populistes, valorisant la Nation, et autoritaires. C'est un projet qui vise à en finir définitivement avec « le laisser-aller de 68 » et le « déclinisme ».

Le nouveau président ne veut pas seulement – comme l'avait promis son prédécesseur – dépasser la fracture sociale, mais aussi les conceptions politiques qui sont responsables du déclin de la culture ou du travail. Avant le deuxième tour, Sarkozy avait annoncé qu'il s'attaquerait à l'héritage de 68 et notamment son hostilité à l'effort.

« Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. [...] Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portées par les valeurs de mai 68. [...] Écoutez-la cette gauche héritière de mai 68 qui est dans la politique, dans les médias, dans l'administration, dans l'économie, cette gauche qui a pris goût au pouvoir, aux privilèges [...] qui n'aime pas la nation parce qu'elle ne veut plus rien partager [...] Écoutez-la cette gauche qui depuis mai 68 a cessé de parler aux travailleurs [...] parce que la valeur travail ne fait plus partie de ses valeurs, parce que son idéologie à elle ce n'est pas l'idéologie de Jaurès (ou) de Blum qui respectaient le travail, qui aimaient les travailleurs, son idéologie à elle c'est l'idéologie du partage du travail, des 35 heures, de l'assistantat. Regardez comment les héritiers de ceux qui en mai 68 criaient : "CRS-SS" prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police. »⁴³

Sarkozy développe pleinement le concept du « market-state » (Etat de concurrence). « Le premier rôle de la politique, c'est de faire fonctionner

⁴³ Sarkozy, cité selon L'Humanité, 2.5.2007

l'Etat. La mondialisation ne disqualifie nullement le rôle des Etats. Au contraire. Dans la mondialisation, les pays qui échouent sont ceux dont l'Etat est inefficace, entrave, empêche. Ceux qui réussissent sont ceux dont l'Etat facilite, incite, soutient [...] Je crois en un Etat ouvert, équilibré, soucieux de faire agir tout le monde ensemble. Mais je crois aussi dans un Etat fort, qui fait des choix, mène des politiques, et, plus que tout, poursuit l'intérêt général, l'intérêt de notre nation. »⁴⁴

La question de l'Etat est au cœur du clivage gauche/droite. Le but recherché est une inversion d'hégémonie. Comme pour l'autonomie. Une institution telle que l'université serait dépendante lorsqu'elle serait financée par l'Etat et indépendante si elle en appelle à des fonds privés. Sarkozy propose une conception de l'Etat qui limiterait sa fonction à la protection de l'individu, au soutien dans la concurrence, mais ne serait pas porteur de la solidarité comme principe structurant.

En se référant à des figures emblématiques de la gauche, Sarkozy a créé la surprise. Jaurès, Guy Môquet⁴⁵ et de Gaulle, sont indistinctement nommés comme part du patrimoine national. « Ma France, c'est celle de tous ces Français qui ne savent pas très bien au fond s'ils sont de droite, de gauche ou du centre parce qu'ils sont avant tout de bonne volonté. »⁴⁶ « Lorsqu'il s'agit de l'élection présidentielle, il s'agit de la France. Et lorsqu'il s'agit de la France, il n'y a plus de camp. »⁴⁷ Sarkozy vise dans sa campagne un espace politique très large. « Je veux l'innovation, la création, la lutte contre les injustices. J'ai voulu faire entrer ces idées dans le patrimoine de la droite républicaine que même la gauche les délaissait. »⁴⁸

La confrontation sur le thème du mouvement de 1968 fait partie d'un affrontement plus vaste sur le mouvement syndical et ouvrier du XX^e siècle. Sarkozy surprend la gauche en citant Gramsci dans ses discours de campagne : « La classe bourgeoise se situe elle-même comme un organisme en mouvement perpétuel en capacité d'aspirer toute la société en l'adaptant à son propre niveau culturel et économique : l'ensemble de la fonction de l'Etat, l'Etat, devient éducateur. »⁴⁹ Cette référence n'est pas qu'une pure recherche d'effet politique ; c'est avec cette fonction « rénovatrice » de la bourgeoisie que Sarkozy cherche à renouer. Il est permis de douter, quand on regarde comment sont usés ses représentants et les promoteurs d'une

⁴⁴ Sarkozy, Document « Mon projet » cité par Jean Viard, p. 193.

⁴⁵ Sur recommandation de Sarkozy, sa lettre d'adieu devait être lue dans toutes les classes, si possible par d'anciens résistants. Mais un nombre significatif d'enseignants en histoire ont refusé une telle instrumentalisation de l'histoire. Les protestations simultanées contre les tests ADN pour les migrants, ainsi que les grèves du 18 octobre, ont fait naître un climat – certainement pas prévu par le président – de résistance.

⁴⁶ Sarkozy, discours d'investiture au congrès de l'UMP, 14 janvier 2007.

⁴⁷ Sarkozy, discours devant les comités de soutien locaux, à la Mutualité, 11 février 2007.

⁴⁸ Sarkozy, discours d'investiture au congrès de l'UMP, 14 janvier 2007.

⁴⁹ Gramsci, cité selon l'édition allemande *Die Gefängnishefte*, 5/8, § 2, Hamburg/Berlin 1993.

société où « tout le monde est beau, tout le monde est gentil », surtout lorsque on constate à quel point ils se comportent comme dans un self-service à l'occasion du bradage du secteur public. Cette attitude pédagogique pourrait se voir rapidement interrompue au profit de moyens plus coercitifs. Gramsci aborde ce type d'évolution. « La classe bourgeoise sature [...] Non seulement elle n'assimile pas de nouveaux éléments, mais elle désassimile une partie d'elle-même. »⁵⁰ Partout en Europe, le néolibéralisme conduit les classes subalternes – mais aussi celles qu'on appelle couches moyennes – à décrocher de plus en plus de la participation à la création de richesses. Sarkozy a fait la preuve, avec la reprise sans tabou de la rhétorique de Le Pen et avec l'utilisation sans scrupules des appareils de répression, qu'un passage vers un Etat autoritaire est envisageable⁵¹.

En tant que conservateur de droite, Sarkozy n'a pas ménagé ses attaques contre la gauche. Les socialistes d'aujourd'hui n'auraient rien à voir avec la gauche d'antan, attachée à la Nation et à la République. « La gauche de Jaurès et de Blum avait le sens de l'esprit critique, de la raison et de la vérité. Elle se considérait comme héritière des Lumières [...] La gauche d'aujourd'hui en est l'exact contraire. »

Travail, concurrence et Nation

Depuis le référendum de 2005, l'Europe ne peut plus servir de paravent à la politique néolibérale à l'échelle nationale. Dans ce domaine aussi, Sarkozy cherche à retourner les réalités et à se profiler comme un acteur décisif en Europe, prônant une présence plus offensive de l'Europe sur le plan économique et géographique. « Les bases d'une défense européenne existent. Il faut les faire grandir en quittant le terrain des mots pour celui de l'action. »⁵²

Il s'agit de réactiver la présence de la France sur la scène internationale, en relation étroite avec les Etats-Unis, sans oublier que les Etats-Unis n'ont pas la capacité de dominer à eux seuls le monde. Dans le nouveau « traité européen simplifié », la politique extérieure et de sécurité de l'Europe est liée, plus explicitement et plus clairement que dans le texte précédent, à l'OTAN – que la France doit réintégrer comme membre à part entière au niveau du commando intégré. De la même façon que pour la politique intérieure, l'invitation à « se retrousser les manches » devient la recette pour l'international.

« Comment pourrions-nous éprouver la fierté d'être Français si [...] pour le monde entier la France est un pays où l'on ne peut pas entreprendre, où l'on empêche ceux qui veulent travailler de travailler, un pays continuellement

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci. La tentation hégémonique du nouveau pouvoir ». *In* revue « Esprit », juillet 2007

⁵² Sarkozy, Strasbourg, 13 juillet 2007.

paralysé par des grèves du service public, un pays où l'on ne peut pas prendre les transports en commun sans se faire détrousser ! »⁵³

La défense des positions françaises sur le marché mondial, la politique industrielle renforcée, et la revalorisation du travail, sont annoncées dans le même mouvement. C'est un fort discours en faveur de la « compétitivité » de la France, qu'on n'avait pas encore entendu. Et après les élections, le président poursuit sa visite des entreprises et des salariés pour élargir encore la base sociale en faveur de sa politique, valorisant le travail, organisant une présence offensive de la Nation, exigeant l'effort individuel dans ce monde régi par la concurrence. Par là même, il tente de répondre à un certain nombre d'exigences des électeurs du « non » au référendum de 2005. Certains aspects du succès de Sarkozy rappellent certains facteurs observés aux Etats-Unis, comme la peur du déclassement social et l'alignement sur les conditions extrêmement précaires de la population noire, qui avaient favorisé les idées conservatrices, renforcé le courant des républicains, et permis une présence internationale agressive.

Reprise d'une argumentation de droite populiste

Une des conditions du succès de Sarkozy a été sa capacité à unir la droite. Il a été capable « en entrepreneur politique [...] de faire une synthèse idéologique entre les trois droites que distingue R. Rémond : libérale, sociale et conservatrice. Il y a du Giscard et du Balladur chez Sarkozy, avec l'acceptation des règles du marché et de la mondialisation. Il y a du de Gaulle ou du Chirac dans le propos sous-jacent sur l'alliance capital-travail au sein de la nation et sur la préférence communautaire européenne. Par sa critique de Mai 68, son refus de la repentance à propos de la période coloniale, ou sa façon de distinguer les individus selon leurs qualités personnelles, il parle, enfin, à la tradition morale de la droite conservatrice. »⁵⁴

A plusieurs reprises, Sarkozy a été cité en modèle par les représentants de la droite dans d'autres pays européens. Son présidentielisme, sa méthode dans le combat pour l'hégémonie, sa capacité à unir toute la droite en effaçant le clivage gauche/droite, sont l'objet d'une attention toute particulière⁵⁵. Sarkozy a réussi à assécher le « Mouvement pour la France », national-catholique, de Philippe de Villiers, le parti également traditionaliste pour la chasse, ainsi que le mouvement d'extrême droite de Le Pen. Il n'est pas certain que l'UMP réussisse à fidéliser durablement ses électeurs car, avec l'aggravation des tensions sociales, ces milieux seront sans doute frappés par la politique d'exclusion et de répartition des classes possédantes et susceptibles de relancer le vote d'extrême droite.

⁵³ Sarkozy, Lorient, 3 avril 2007.

⁵⁴ Stéphane Rozès, « La nouvelle France », in « Le Débat », septembre-octobre 2007.

⁵⁵ Jean-Yves Camus, « Nicolas Sarkozy : un modèle pour les droites européennes ? », in revue « Transform ! » numéro 1/2007

Lors de l'élection présidentielle 2007, les divisions sociales ont favorisé le candidat de l'UMP. Au cœur de cette tendance à la division sociale, l'ancrage de la pauvreté dans les couches inférieures qui produit des citoyens n'ayant pratiquement aucune chance de pouvoir participer au progrès social ni à la moindre ascension sociale. L'existence d'une telle pauvreté, profondément ancrée en France, est une donnée bien connue depuis longtemps. Ce qui fait l'objet de la controverse, en revanche, c'est la question de savoir si cette injustice est perçue collectivement par les personnes concernées et si une telle conscience peut devenir source de protestations sociales, voire de résistance.

Quant aux raisons de l'extension des mentalités proches de l'extrême droite et sur la progression significative des partis populistes et d'extrême droite, il y a un rapport direct entre le fait d'être victime de la crise et l'existence de ce type de mentalité. Mais l'idée qu'il y aurait un rapport direct entre la situation économique et l'émergence de mentalités racistes est, elle, une erreur. Il est nécessaire d'intégrer dans la réflexion le fait que la socialisation et la structure de la personne sont des éléments d'explication pour la perméabilité aux préjugés et comportements typiques de l'extrême droite. En même temps, il est juste de constater que nous sommes aujourd'hui dans la société face à un sentiment massif d'impuissance et de peur de l'avenir. Des mentalités racistes et xénophobes sont des modes spécifiques de réaction à cette « précarité normalisée » alimentant une insécurité grandissante dont les causes ne sont pas comprises. Un aspect essentiel de ce syndrome est l'opinion largement répandue que la marge de manœuvre de la politique pour piloter ou contrôler des processus sociaux économiques est très mince.

L'émergence d'une « précarité normalisée » et ses retombées sur les mentalités doit être située au cœur du passage au capitalisme financiarisé et déchaîné. La flexibilisation des rapports de travail stimulée par les marchés financiers rend inopérantes les régulations de l'Etat social. Dans cette logique de relance de l'accumulation, les salaires, le temps de travail et les conditions de travail ne sont que des facteurs aléatoires. L'extension massive de conditions de travail et de vie précaires qui en résulte – renforcées par les politiques menées – ne peut aboutir qu'à la difficulté pour les personnes concernées de trouver des formes de résistance ou de protestation efficace. Par ricochet, cette peur générée par cette précarisation saisit la majorité des salariés. Avec le retour de cette insécurité sociale généralisée, les ressentiments ont tendance à s'étendre. Il s'agit d'un ensemble d'affects touchant des gens convaincus d'être exclus socialement, culturellement et politiquement. Un tel ressentiment ne prédispose ni à la générosité, ni à la prise de risques. Au lieu d'accepter d'autres groupes sociaux dans leur diversité, les personnes victimes de privations ont tendance à rechercher un bouc émissaire cause selon eux de leur abandon.

Ce type de ressentiment, instrumentalisé et cultivé politiquement, a des conséquences dramatiques. Chaque exclusion d'autres groupes – en général, selon le principe du bouc émissaire – exprime une attitude de droite extrême

car elle légitime et renforce l'idée que les individus n'ont pas tous la même valeur. Cette légitimation extrémiste progresse lorsque la mise en scène publique de l'inégalité fait faire l'expérience d'une inégalité de valeur des individus. L'exemple parfait est celui des chômeurs dénoncés comme paresseux, refusant l'effort ; ou celui des personnes touchant des aides sociales régulièrement soupçonnées d'être des fraudeurs ; ou lorsqu'un climat de stigmatisation fait valoir l'idée d'une valeur inégale des personnes. Il y a là un terrain favorisant les positions de droite extrême que les appels à la délation cherchent visiblement à faire grandir.

De nombreuses enquêtes montrent que les peurs de la descente sociale, ainsi que la perte de confiance très nette vis-à-vis du système politique, ne sont pas limités à des groupes sociaux particuliers. L'atmosphère d'insécurité imprégnant l'ensemble de la société, l'angoisse de désintégration, loin de se limiter à ceux et celles du bas de l'échelle, est largement répandue dans la population. Cela est exprimé par des personnes appartenant à ce qu'on appelle les couches moyennes. Une partie grandissante de la population estime que sa propre position sur le marché du travail est précaire. Plus de la moitié des salariés de condition inférieure, mais aussi 40 % des couches moyennes, et même un quart de ceux qui occupent des positions élevées, expriment leur peur, voire leur très grande peur du chômage. C'est ce mélange d'angoisse, de désintégration et de manque d'orientation qui, quelles que soient les couches sociales, est au cœur du mécontentement politique. C'est particulièrement visible ces derniers temps.

Une politique qui désarticule travail, salariés et sécurité sociale ne saurait ramener la prospérité économique ni remédier à l'éclatement social grandissant et surmonter les clivages politiques.

3. Transformation de la société et du champ politique

Si la participation record a prouvé le grand intérêt pour ces élections, cela ne signifie pas que la crise politique est dépassée. En février 2007, 53 % des personnes interrogées se déclaraient sur des critères politiques, contre 44 % au printemps 2006. Dans le même temps, au début de la campagne, 61 % disaient ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche pour dire qui devrait gouverner le pays (21 % pour la droite, 17 % pour la gauche)⁵⁶.

Cette participation élevée rappelle le référendum, mais la tendance ne se poursuit pas aux élections législatives. Lors du référendum, il y avait la possibilité de peser avec son bulletin de vote sur un choix politique déterminant. A l'occasion de l'élection présidentielle, la possibilité de produire un acte politique efficace semblait à nouveau ouverte, renforcée par la campagne médiatique centrée autour de quelques personnalités fortes

⁵⁶ Le baromètre politique français 2006-2007, CEVIPOF, 4e vague (février 2007). Enquête réalisée par l'IFOP entre le 5 et le 19 février auprès de 5 239 personnes.

(notamment autour de « pour ou contre Sarkozy »). Il convient donc de nuancer l'appréciation sur la repolitisation.

Inégalité sociale et élections⁵⁷

Au début du ^{xxi}^e siècle environ, on établit à environ 3 millions les personnes qui occupent des emplois atypiques, précaires. Ces dernières décennies, diverses mesures relativement différenciées ont permis de réduire exclusion et pauvreté, mais la courbe s'est maintenant inversée. En fait, il y a environ 15 millions de citoyens touchés par des conditions de travail et de vie précaires. Et lorsque 7 millions de gens sont reconnus comme vivant en dessous du seuil de pauvreté – le « Centre d'analyse stratégique » indique que les transferts sociaux réduisent de moitié la pauvreté – c'est en fait 14 millions de personnes (soit un quart de la population) qui sont touchées ou menacées, et qui se trouvent en grande dépendance de transferts sociaux.

Il est évident que sous cette pression, les conditions de travail pour celles et ceux qui ont un contrat de travail normal se sont dégradées. Sarkozy a promis, lors de sa campagne, d'en finir avec la confusion provoquée par la multiplicité des contrats précaires en proposant de les remplacer par un contrat de travail unique (CTU) et une sécurité sociale professionnelle pour limiter la flexibilisation.

Notre point de vue consiste à dire que depuis la fin des années 80 se développe en France, au-delà des cycles conjoncturels, un chômage massif et une frange qui ne cesse de s'élargir de personnes exclues du travail ou au bord de l'exclusion. La précarisation des conditions de travail et de vie pèse du même coup sur les rapports de travail encore protégés. Les protestations et résistances ont permis d'obtenir différentes formes d'aide sociale. Ce qui signifie en même temps qu'une part grandissante des richesses de la société doit être mobilisée pour l'aide à une population en voie d'exclusion. Le manque de coordination de toutes ces formes d'aide en fait une jungle régie par des lois bureaucratiques. La relative stabilité de ce filet social se fait autour du SMIC qui devient une garantie minimale pour de plus en plus de salariés. Le nombre de personnes touchant le SMIC s'élève maintenant à 16 % et le niveau fixé pour ce revenu minimum suit *grosso modo* le développement de la richesse de la société, mais d'autres prestations comme le RMI ne suivent pas cette dynamique et leurs bénéficiaires subissent une constante perte de pouvoir d'achat.⁵⁸

Depuis 1980, l'inégalité est en recrudescence en France. La pauvreté, après avoir été diminuée de moitié entre 1970 et 2002, augmente à nouveau depuis 2003. Elle touche de plus en plus de salariés. 80 % des « workingpoor » (travailleurs pauvres) sont des femmes. En comparaison avec d'autres pays européens, les statistiques françaises de la pauvreté sont un peu moins dramatiques, bien que la société française soit marquée

⁵⁷ Voir données en annexe.

⁵⁸ Cf. étude OFCE-Sciences Po, n° 267.

par de fortes divisions sociales⁵⁹. Au total, plus d'un quart de la population, pour ne pas dire un tiers, se trouve en situation précaire dont la majorité en milieu populaire⁶⁰.

En 2005, 1 299 000 salariés (318 000 hommes, 981 000 femmes) sont sous-employés⁶¹. Les chiffres du chômage trompent parce que les formes ont énormément changé en trente ans, permettant même de le rendre pour une part invisible⁶². « 41 % de la population active se trouvaient en situation « d'emploi inadéquat » au sens du BIT : c'est-à-dire un emploi qui ne permet pas de vivre décemment, de prévoir l'avenir, de préserver ses compétences et sa santé. Cette proportion augmente depuis quinze ans. »⁶³ Sont particulièrement concernés : les femmes, les migrants, les jeunes. Depuis 1994, le soi-disant « emploi non-qualifié » a recommencé à croître, surtout dans les services⁶⁴. Avec le développement simultané des emplois hautement qualifiés, c'est un système à deux vitesses fortement polarisé qui se met en place⁶⁵. La situation du logement elle aussi se dégrade à grande vitesse : près de 9 millions de personnes sont considérées, à des titres divers, comme mal logées⁶⁶.

L'avenir de la V^e République sera marqué par de vives confrontations. En 1995, Chirac se faisait fort de diminuer la fracture sociale de la société française et de réduire le profond clivage entre riches et pauvres. Douze ans plus tard, en 2007, le fossé s'est encore creusé : 7 millions de personnes vivent dans la pauvreté et 17 % des salariés doivent s'en sortir avec le SMIC. Environ 60 % touchent un revenu net de moins de 1 500 •.

La gauche a totalement sous-estimé l'extension de ces formes de précarisation et ne s'est fiée qu'au succès de la protestation contre le CPE, alors qu'en même temps ont été institués le CNE, l'accès à des contrats à durée déterminée pour les seniors (août 2006) et pour les chômeurs âgés de plus de 57 ans. Pendant toutes ces années d'extension de la dégradation, aucune alliance sociale stable et capable de résister n'a été réalisée. Pas même contre la flexibilisation et la précarisation du travail salarié.

Les ouvriers et les employés dont la position sociale et le revenu sont identiques sont en général désignés (en sociologie, en politique) comme composant les milieux populaires. Si l'on ajoute les retraités et les chômeurs

⁵⁹ En France, le niveau initial de pauvreté serait ainsi baissé de 26 % à 13 %, en Pologne, Irlande et Grande Bretagne de 30 % à 20 %. Les dépenses sociales s'élèveraient, selon cette étude, à 31,2 % du PIB, nettement au dessus de la moyenne (27,3 %).

⁶⁰ Jacques Rigaudiat, « Le nouvel ordre prolétaire », consultable sur www.autrement.com

⁶¹ INSEE, enquête sur l'emploi

⁶² Pierre Concialdi (IRES), in « Humanité dimanche » du 8 février 2007.

⁶³ Pierre Concialdi, Jean-Pierre Guenanten, Julie Herviant, Sylvette Uzan-Chomat (Collectif « Les autres chiffres du chômage », *Le Monde*, 10 octobre 2007.

⁶⁴ 5,7 millions pour l'année 2004, + 1,1 million depuis 1994 après une baisse de 500 000 entre 1984 et 1994. Jean Gadrey, « Politis » 18 octobre 2007.

⁶⁵ *Idem*. Cf. aussi Jean Gadrey, *En finir avec les inégalités*, Paris, 2006.

⁶⁶ Selon la Fondation Abbé Pierre.

faisant partie de ces catégories, on arrive à un total de 49 %. Leur rapport au système politique institutionnel est au-dessus de la moyenne : 40 % des employés et 40 % des ouvriers disent s'intéresser à la politique (la moyenne est de 49 %), alors que 46 % des ouvriers et 50 % des employés (moyenne 48 %) sont prêts à manifester. Ils sont seulement 41 % des employés et 36 % des ouvriers (moyenne 46 %) à trouver que la démocratie fonctionne bien. Il n'y a que 13 % des ouvriers et 17 % des employés (moyenne 19 %) pour considérer que les hommes politiques font attention à ce que pensent les gens ⁶⁷.

C'est chez les ouvriers du secteur privé que Sarkozy a réalisé le meilleur résultat de tous les candidats, avec 30 %. Au deuxième tour, il a obtenu 51 % chez les ouvriers non-qualifiés et 55 % chez les personnes ayant un BEP. Les préférences électorales des employés s'équilibrent en moyenne, avec un léger avantage pour Royal et un léger retard pour Bayrou.

Chez les ouvriers, le vote Bayrou est légèrement en dessous de la moyenne ; Sarkozy recueille nettement moins de leurs voix (moins 5 % par rapport à la moyenne) ; ils se portent davantage sur Le Pen avec 16 % (5 % au-dessus de la moyenne) ⁶⁸. Les évolutions historiques sont évidentes : en 1978, les candidats de la gauche devancent ceux de la droite de 17 % chez les ouvriers ; en 2007 Sarkozy obtient chez eux 20 %, Royal 21 %, Bayrou 17 %, Le Pen 24 %, tandis que l'ensemble des candidats à gauche de la social-démocratie recueillent 13 % de leurs suffrages ⁶⁹. Les résultats au deuxième tour affichent une forte polarisation : 53 % des salariés du privé, 65 % des retraités, pour Sarkozy ; 75 % des chômeurs, 57 % des salariés du public, 58 % des étudiants, pour Royal.

Au premier tour, les électeurs de Sarkozy mettent en avant les mêmes motivations que ceux de Le Pen et de Bayrou, à l'exception de la question de l'immigration : insécurité (54 %) pouvoir d'achat (36 %), chômage (38 %). Une des opérations essentielles de Sarkozy a donc réussi : attirer le pourcentage le plus élevé possible des votes ouvriers pour Le Pen dès le premier tour et assurer leur mobilisation massive au deuxième tour.

Il est intéressant d'observer les différences de comportement des salariés par rapport au retraités et aux chômeurs au sein d'une même catégorie sociale. Chez les employés, les retraités préfèrent massivement Sarkozy (41 %, soit plus 12 % par rapport aux salariés de la même catégorie) puis Royal (20 %, soit moins 7 %) et à gauche de Royal (moins 4 %). Le chômage par contre pousse la balance à gauche : Royal plus 7 %, à la gauche de Royal plus 5 %, Sarkozy moins 13 %. Il n'en est pas de même chez les

⁶⁷ Claude Dargent, *Les Catégories populaires et le vote*, CEVIPOF, « Le panel électoral français », 2007.

⁶⁸ En 2002, Le Pen a obtenu 23 % chez les ouvriers, 22 % chez les employés, et en 2007 : 16 % chez les ouvriers et 12 % chez les employés.

⁶⁹ La comparaison des électeurs de Le Pen 2002/2007 donne comme résultat pour 2002 : 23 % d'ouvriers, 22 % d'employés, et pour 2007 respectivement 16 % et 12 %.

ouvriers. Ici, les retraités votent autant Royal, moins à gauche de Royal (moins 5 %) et plus Sarkozy (moins 5 %). Chez les ouvriers au chômage cette tendance se renforce : à la gauche de Royal, moins 5 % ; Royal plus 1 %, Sarkozy plus 8 %, Le Pen moins 4 %. Quant à Le Pen, on constate que les ouvriers en situation difficile votent moins pour lui alors que ceux qui disposent d'une plus grande sécurité, d'une qualification plus élevée, et qui sont de genre masculin, votent davantage pour lui ⁷⁰.

De toutes ces données, nous tirons la conclusion suivante : depuis des décennies, le poids dominant de la gauche recule dans les milieux populaires, parallèlement au développement du chômage de masse, de la précarité, de l'éclatement du paysage des entreprises et de l'érosion des structures collectives. Ainsi, pour la première fois, les générations entrant dans la vie politique en 1990-1995 et appartenant aux ouvriers et aux employés votent moins à gauche que la moyenne. Entre 1995 et 2007 arrive la vague de la perte de confiance vis-à-vis de la gauche, à la suite de l'expérience du gouvernement de la gauche plurielle. « 2007 marque désormais bien la fin du tropisme populaire en faveur de la gauche. » L'idée, sur le plan sociologique et politique, qu'ouvriers et employés se positionneraient en priorité à gauche se vérifie de moins en moins ces deux dernières décennies. Notons tout de même que la dimension d'une opposition gauche/droite persiste dans l'électorat dès lors qu'on étudie les contenus. Mais le nombre d'électeurs qui se situent au milieu du spectre politique augmente (27 % contre 24 % en 2002). Sur la longue durée, la tendance semble aller non pas à droite mais plutôt vers une désaffection et une plus grande mobilité ⁷¹. Accompagnée d'une plus grande ouverture en ce qui concerne l'immigration ou encore le libéralisme culturel.

Nonna Mayer et Bruno Palier insistent sur le filtre politique qui agit sur la perception des réalités économiques. « Le positionnement politique qui filtre ces perceptions est le facteur de loin le plus déterminant. Les indices de la situation économique sont lus et évalués différemment selon qu'on est de droite ou de gauche. » ⁷² L'opinion que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » est partagée « pleinement » par 18 % et « à peu près » par près de 27 % des personnes se situant à gauche, 34 % « pleinement » et 42 % « à peu près » à droite, et une moyenne de 26 et 34 %. Chez les électeurs de Le Pen, 44 % sont « pleinement » d'accord ; chez les électeurs de Sarkozy 31 %, et ceux de Royal 18,5 %. 77 % des électeurs de Bedancenot, 68 % de Royal et de Le Pen, 62 % de Bayrou,

⁷⁰ Claude Dargent, *Les Catégories populaires et le vote*, CEVIPOF, « Le panel électoral français », 2007.

⁷¹ Cf. Michelat/V. Tiberij, *Gauche, centre, droite, vote : permanence et mutation d'un clivage*, CEVIPOF 2007.

⁷² Nonna Mayer-Bruno Palier, « La perception des enjeux économiques et sociaux, et leur influence sur le vote du 22 avril 2007 ». CEVIPOF.

59 % de Sarkozy estiment acceptables des sanctions pour des entreprises qui délocalisent. La revendication du SMIC à 1 500 • le plus vite possible est partagée par 65 % des électeurs de royal contre 45 % chez Bayrou et 36 % chez Sarkozy ⁷³.

Une étude enquête pour la première fois sur l'opinion du précaire. A cet effet, un « indicateur de précarité » a été établi (selon les analyses de Serge Paugam, Robert Castel). Sur la base des données concernant le chômage, la nature du contrat de travail, du sentiment « de ne pas pouvoir s'en sortir » avec son revenu, un groupe comprenant 15 % des personnes sondées – des salariés dans des situations différentes, au chômage ou sans emploi durable – s'est avéré correspondre à cette définition. Il était caractérisé par un pourcentage plus élevé que la moyenne de jeunes, de femmes, et de personnes issues de l'immigration. « Le groupe de personnes rassemblées ici dans cet indicateur de précarité semble avoir des opinions structurées quelque peu différemment du reste de la population, et son vote est lui aussi spécifique. » ⁷⁴

32 % sont très méfiants vis-à-vis du système politique (la démocratie ne fonctionne pas bien, les hommes politiques s'occupent peu de leurs problèmes et n'améliorent pas leur situation), contre une moyenne de 25 %. 20 % s'opposent à l'opinion que les chômeurs sauraient trouver du travail s'ils le voulaient réellement (la moyenne est de 12 %), 66 % souhaitent des sanctions contre les délocalisations (62 %), 63 % sont pour le SMIC à 1 500 • le plus vite possible (48 %), 69 % considèrent que le CNE n'est pas une bonne chose pour les précaires (55 %), 61 % que ce n'est pas une bonne chose pour le pays (52 %) ; 26 % constatent une forte augmentation du chômage (18 %). 76 % des précaires place en tête des priorités pour les toutes prochaines années l'amélioration de la situation des salariés (66 %) qui doit se fixer au-dessus de l'enjeu de la compétitivité de la France. Leur opinion quant aux 35 heures est – avec 32 % — plus positive que la moyenne (25 %). Les préférences politiques du précaire montrent également des singularités significatives. 41 % (35 %) se situent à gauche, et parmi la gauche 32 % sont « ninistes » (ne choisissant pas) (8 %). Leurs intentions de vote au premier tour étaient de 17 % (11 %) à gauche du PS, 29 % (25 %) pour Royal, 14 % (19 %) pour Bayrou, 24 % (31 %) pour Sarkozy et 16 % (13 %) à droite de l'UMP ⁷⁵.

Le débat tourne autour de la question : assiste-t-on à, si on peut dire, une droitisation de la société ou s'agit-il d'une polarisation au sein de la société ? De nombreuses enquêtes décrivent l'opinion publique comme significativement contradictoire, comme un mixte de libéralisme et d'anti-

⁷³ Cf. Nonna Mayer.

⁷⁴ Nonna Mayer-Bruno Palier, « La perception des enjeux économiques et sociaux, et leur influence sur le vote du 22 avril 2007 ». CEVIPOF.

⁷⁵ *Idem*.

libéralisme. En ce qui concerne les thèmes clés du néolibéralisme – comme la privatisation, la globalisation, la délocalisation, la suppression de la protection contre les licenciements en faveur de la flexibilité, le refus de l'intervention politique dans l'économie – l'accord recule dans l'opinion.

De nombreuses enquêtes révèlent aussi une dissonance entre les opinions politiques et le comportement électoral, entre une opinion publique majoritairement orientée à gauche et les intentions électorales qui vont à droite ⁷⁶. Stéphane Rozès fait la distinction, dans ses analyses, entre le souhaitable (situé à gauche) et le possible (situé à droite). Pour la masse des électeurs de gauche, la question de traduire le souhaitable dans du possible est restée sans réponse. Dans le paysage politique secoué par le néolibéralisme, on a constaté à plusieurs reprises que des majorités d'opinions se situant à gauche ne trouvaient pas d'expression politique adéquate lorsqu'il s'agissait des élections et d'un projet politique. Au début de la campagne, 61 % des électeurs ne croyaient ni en la droite ni en la gauche pour gérer leurs affaires. Finalement, dans un bras de fer concernant l'hégémonie politique, ce nouveau type de droite a su gagner la majorité de la population. En utilisant pleinement les contradictions ayant émergé avec la crise du néolibéralisme.

« Les « valeurs » ont joué un rôle majeur dans l'élection présidentielle de 2007 [...] Mais il n'y a pas pour autant de droitisation de la société française dans le domaine des valeurs. La victoire de Nicolas Sarkozy n'est pas la traduction d'un glissement de l'opinion vers l'extrême droite. Elle est beaucoup plus simplement le fruit d'une stratégie de conquête des électeurs lepénistes, dans le cadre d'une configuration de valeurs qui, paradoxalement, évoluerait plutôt vers la gauche. » Les données publiées par le CEVIPOF montrent « que, depuis vingt ans, le sentiment de ne plus se sentir chez soi en raison de la présence excessive d'immigrés n'a pas augmenté. L'opinion selon laquelle il y aurait trop d'immigrés en France a diminué [...] Le nombre de ceux qui portent un jugement négatif sur l'islam est en régression. On ne voit guère, dans tout cela, de signes de droitisation ou de lepénisation des esprits. Le seul véritable changement dont on pourrait dire qu'il irait dans le sens d'une droitisation porte sur la demande d'ordre et de sécurité. Encore faut-il voir qu'il s'agit là d'une demande d'ordre public dans la rue, les transports et les établissements scolaires, non d'une demande de caporalisation des relations d'autorité au travail, à l'école ou dans la famille. » ⁷⁷

Au total, on peut parler de retournement de tendance en ce qui concerne les valeurs, mais d'un renforcement de la polarisation ⁷⁸. « La difficulté des débats sur la sécurité, la discipline, l'immigration ou l'identité nationale vient

⁷⁶ *Idem*. Cf. aussi Pascal Perrineau, « Le Baromètre politique français 2006/2007, CEVIPOF – Centre de recherches politiques de Sciences Po. » ;

⁷⁷ Etienne Schweisguth, *La Tribune*, 21 mai 2007.

⁷⁸ Etienne Schweisguth, « Les Valeurs et l'élection ; enquête postélectorale présidentielle 2007 », CEVIPOF.

de ce qu'ils permettent aussi bien l'expression d'une simple demande d'ordre public que celle d'une xénophobie autoritaire. En ce domaine, il est indéniable que Nicolas Sarkozy a déplacé le curseur vers la droite. »⁷⁹

Michel Simon estime que le glissement à droite « a pu correspondre à quelque chose entre 1980 et 1990, où montent à la fois la réceptivité au libéralisme économique et l'autoritarisme et l'intolérance, notamment à l'encontre des immigrés. Le début de retournement a lieu en 1993, où l'idéologie libérale recule, mais où l'intolérance répressive progresse encore. Ce n'est plus vrai ensuite : l'antilibéralisme continue à s'affirmer, mais l'autoritarisme, l'intolérance, le racisme anti-immigrés décroissent, notamment chez les jeunes. »⁸⁰

4. Perspectives sociales

La tendance du déplacement des revenus salariaux vers les revenus du capital et de la propriété résulte de l'augmentation de la productivité du travail et de l'intensité du capital. Il n'est par conséquent pas surprenant que la prospérité de l'après-guerre ait été limitée. Les conflits de répartitions et la question de la prédominance des marchés financiers ont dû revenir à l'ordre du jour. Il est vrai que cette tendance à l'augmentation des revenus du capital et de la propriété peut être partiellement et temporairement limitée par la fiscalité et les charges sociales. La tâche d'une politique émancipatrice de gauche, à l'ère des marchés globalisés, consisterait à renforcer la régulation du capital et le pilotage des processus sociaux de création des valeurs. Le déchaînement de l'accumulation du capital réclamé depuis longtemps par les forces de la bourgeoisie et réalisé finalement par des gouvernements de centre-gauche en Europe, produit un déplacement permanent quant aux rapports de répartition : renforcement des revenus du capital et de la propriété, affaiblissement des revenus du travail. La conséquence immédiate de ce déplacement est nécessairement l'amenuisement des bases financières de l'Etat social dans la mesure où celles-ci sont essentiellement liées au développement des salaires.

Les contradictions ainsi décrites de l'étape fordiste conduisent à la contre-réforme néolibérale : baisse des aides sociales, baisse des impôts, baisse des dépenses publiques, et baisse des salaires accélèrent la chute. Depuis 1970, cette évolution s'est dramatiquement renforcée tout au long de la phase néolibérale de l'économie mondiale. Et les baisses d'impôts concédées au patronat et aux riches ne sont pas faites pour contrer la tendance à la dégradation de la répartition. La casse des systèmes de protection sociale aggrave les déséquilibres. Le développement de l'économie reste en deçà de ses potentialités. Il devient de plus en plus difficile de maintenir la chaîne « revenu de masse/conjoncture intérieure/profits/revenus/revenus de la propriété ».

⁷⁹ *Idem.*

⁸⁰ Michel Simon, note, mars 2007.

Pour résumer, il est à constater que la protection sociale et la cohésion sociale sont victimes de la flexibilité. « L'insécurité sociale ne crée pas seulement de la pauvreté. » Tel un virus qui pénètre la vie quotidienne, qui dissout les rapports sociaux et mine les structures psychiques des individus, elle démoralise en tant que principe de la dissolution sociale, elle déstructure le caractère. Comme le décrit Richard Sennett dans un autre contexte, se trouver en permanence dans une situation d'insécurité signifie ne pouvoir ni maîtriser le présent ni envisager positivement l'avenir⁸¹. Cette insécurité est globalisée avec l'informatisation du travail de l'argent et de la politique.

Il serait réducteur de considérer la dislocation du mode de production fordiste-tayloriste uniquement comme un processus négatif, imposé aux salariés. La transformation du système du travail salarié – qualification, marchandisation, flexibilisation – comporte des aspects positifs pour une partie des salariés. « L'ouverture » de l'organisation hiérarchique du travail libère également des potentiels d'épanouissement individuel. « Dirige-toi toi-même » appelle à la modification des comportements et des actes des individus dans toutes les activités sociales – en particulier en ce qui concerne les salariés. Auto-direction, auto-pilotage, auto-organisation et empowerment, ou d'autres qualités requises de la part du salarié de type nouveau (l'entrepreneur de soi-même), sont des réactions et conséquences des nouvelles conditions et structures du travail salarié⁸². Le développement de leurs capacités et de leurs compétences répond à leur souhait d'accéder individuellement à des services et prestations. La flexibilisation ne fait pas que des perdants, et des couches sociales se sentent attirées par la vision de la société portée par le néolibéralisme. La ligne de partage entre gagnants et perdants de cette flexibilisation à outrance se situe « le long des ressources objectives et de leur base organisationnelle sur lesquelles les individus peuvent s'appuyer pour s'en sortir avec ces nouvelles situations [...] Ceux qui ne disposent pas de capital économique, culturel, ou social, dépendent des formes de sécurisations collectives »⁸³.

Une politique de gauche moderne devrait contrecarrer, par un ensemble de politiques de régulation et de pilotage, au niveau national, européen et mondial, les aspects négatifs de ces transformations, l'éclatement des inégalités, la dégradation des rapports de distribution. Mais les pratiques des partis de droite comme des partis de la gauche social-libérale ont pour conséquence un capitalisme toujours plus débridé.

Les entreprises françaises sont bien positionnées dans la concurrence internationale et ont pu augmenter fortement leur rentabilité, notamment en raison de la faible part qu'elles consacrent aux salaires. Pour l'année passée, les 37 plus grandes sociétés par actions ont pu afficher un profit de près de 100 milliards d'Euros : un record historique. L'industrie française s'est

⁸¹ Cf. Robert Castel, ouvrage cité, p. 38.

⁸² Cf. Dieter Sauer, *Arbeit im Übergang*, Hamburg, 2005.

⁸³ Cf. Robert Castel, ouvrage cité, p. 64

restructurée et s'est adaptée aux défis de la globalisation. La privatisation d'entreprises et de services publics progresse malgré la protestation syndicale et sociale.

Les problèmes ne sauraient être résolus uniquement par une accélération de la croissance – qui n'est d'ailleurs pas réalisable avec les concepts néolibéraux. Depuis 1990, le taux de croissance de l'économie s'élève à 1,5 % en moyenne, soit 1 % en dessous des pays comparables. Avec 2,1 % en 2006, la croissance est restée nettement en dessous de la moyenne européenne. Le chômage a certes baissé sous Chirac, passant de 11,5 % à 8, %, mais ces statistiques sont contestées. C'est un fait que, comparées à la situation en Europe, les couches moyennes se trouvent ces dernières années dans un mouvement descendant et que les perspectives d'avenir – notamment des prochaines générations – sont relativement mauvaises. 23 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ont pas de travail. Dans des banlieues comme Clichy-sous-Bois où la rébellion a démarré à l'automne 2005, ce chiffre atteint même 50 %.

Depuis 1980, les gouvernements n'ont cessé de présenter des plans d'assainissement des banlieues et dépensé des milliards sans que la situation des cités s'en trouve améliorée. Après les révoltes sociales de l'automne 2005, le gouvernement avait promis un « plan Marshall ». Mais ces plans sont restés lettre morte et le nombre de personnes tombant dans la pauvreté augmente. L'installation des tentes de centaines de SDF à Paris sur le canal Saint-Martin l'hiver dernier a rendu cette réalité visible au monde entier.

La division sociale est explosive et grosse de colère. Le nouveau président ne pourra pas ignorer cette réalité. Mais durant la campagne, il n'a guère été question de la division sociale et de l'intégration des pauvres et des exclus. Le thème de l'intégration aurait été « étrangement absent » durant cette campagne, observe *Le Monde* ; les candidats se seraient limités à utiliser des formules politiquement correctes telles que « la France a besoin de sa diversité, de ses talents » (Ségolène Royal) alors que, par exemple, le « pacte présidentiel » proposé par la candidate socialiste ne contient aucune proposition concrète en faveur des jeunes issus de l'immigration.

La majorité des Français sont critiques vis-à-vis du système capitaliste. Une enquête montre qu'ils ne sont que 36 % à être d'accord avec l'économie de marché. Le malaise vis-à-vis de la globalisation est fort. Les élites économiques du pays sont préoccupées par cette opinion critique à l'égard du capitalisme car elle débouche fréquemment sur un refus collectif de réformes libérales. C'est pour cela que managers et économistes espèrent tant en Sarkozy. « Il doit réconcilier la France avec ses patrons », exige Laurence Parisot, la présidente du MEDEF. Mais les perspectives d'une telle réconciliation ou du dépassement de la division sociale semblent très modestes.

La manière dont Sarkozy entend exercer son pouvoir est aussi grosse de conflit. Dans la mesure où il interprète le vote comme seule source de légitimité, il vise un renforcement de la présidentialisation du régime, en revalorisant son propre pouvoir. Le constitutionnaliste Dominique Rousseau

constate : dans un régime démocratique « une pluralité de légitimités coexistent : la légitimité électorale, que personne ne conteste, mais aussi celle des associations, des syndicats, de la presse ou encore de la justice »⁸⁴. Cette question des sources de légitimité faisait déjà l'objet de vives confrontations au moment des mobilisations anti-CPE, lorsque de Villepin argumentait que seule la majorité gouvernementale pouvait prétendre représenter la majorité du pays. Par ailleurs, la séparation des pouvoirs fait déjà l'objet de conflits dans le domaine de la justice.

Ce qui tente d'être réalisé aujourd'hui, c'est bien ce que Sarkozy a annoncé comme une « rupture tranquille ». La division de la société n'est pas seulement intensifiée : elle est publiquement mise en exergue. Si, du temps de Chirac, la proximité avec les sommets du monde des affaires a été traitée de façon discrète, sous Sarkozy ces relations sont visiblement très amicales avec les principales figures (Arnaud Lagardère, Vincent Bolloré, Bernard Arnault, François Pinault) et médiatiquement mises en scène. Ce genre de pédagogie de l'inégalité prend le relais de la pédagogie du renoncement de ces vingt dernières années. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, la résume ainsi : « Il n'y a plus de luttes de classes, il faut retrousser ses manches »⁸⁵.

« Les rapports sociaux profondément hiérarchisés et inégalitaires semblent devenus une évidence qui va de soi, peut-être regrettable, mais avec laquelle il faut composer. Apparemment féru de génétique, le nouveau président considère les êtres humains comme biologiquement différents et inégaux. Le fonctionnement de toute société humaine ne peut donc être que fondé sur des hiérarchies, transmissibles d'ailleurs de génération en génération puisque fondées sur les qualités innées. Ce pouvoir est prometteur d'un renforcement des inégalités en allant à contre-courant de tous les acquis de la redistribution et des efforts pour favoriser une réelle égalité des chances [...] Perversité extrême de la notion de mérite qui en arrive à justifier les plus grandes injustices en persuadant les perdants de leur culpabilité dans leurs échecs, scolaires, économiques et sociaux. »⁸⁶

Les cadeaux fiscaux des premiers mois du gouvernement Sarkozy sont concrètement et symboliquement partie intégrante d'une politique en faveur des propriétaires, notamment lorsque les conditions de transmission du patrimoine sont significativement améliorées. Ce sont entre 12 et 14 milliards d'Euros qui manqueront dans les recettes fiscales chaque année. A titre de comparaison, le budget pour le RSA (revenu de solidarité active) ne s'élèvera qu'à 50 millions d'Euros.

⁸⁴ *Humanité dimanche*, 2 août 2007.

⁸⁵ *Le Monde*, 12 juillet 2007.

⁸⁶ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, directeurs de recherche au CNRS, in *L'Humanité*, 10 août 2007.

A plusieurs reprises, la conflictualité et une relative fragilité sont apparues au grand jour. Ainsi, la controverse autour de la TVA sociale, entre l'élection présidentielle et les élections législatives, a-t-elle freiné la dynamique en faveur de l'UMP au point de lui coûter la perte d'une cinquantaine de députés gagnables. Ce projet fut recalé et le ministre changé ; depuis la rentrée, les conflits se multiplient alors qu'en même temps, du côté du MEDEF et de représentants emblématiques de la droite libérale, on exige une accélération des réformes.

On ne doit pas sous-estimer que le contexte dans lequel la confrontation politique et idéologique se développe aujourd'hui permet à Sarkozy de le maîtriser, à grands renforts de moyens. Empêcher le basculement idéologique de la société française doit être le premier objectif de la gauche.

5. Les défis pour la gauche

Les résultats de l'élection présidentielle 2007 sont les plus mauvais pour l'ensemble de la gauche depuis 1969. Toute la gauche française se trouve dans une crise profonde. La période qui a commencé en 1981 avec l'élection d'un président socialiste (François Mitterrand) – et jusqu'à présent le seul président de la V^e République issu du PS – doit être considérée comme close. A plusieurs reprises, après 1981, il y a eu cohabitation entre un président et un Premier ministre de camps opposés, d'abord sous une présidence de gauche et ensuite de droite. Durant vingt ans, à chaque élection parlementaire, un camp a remplacé l'autre – autrement dit, il y a eu alternance. Le choc du 21 avril 2002 – Chirac et Le Pen arrivent au deuxième tour en éliminant le candidat du PS – était déjà un signe que la crise de la gauche avait pris des dimensions exceptionnelles.

A présent, l'opposition politique face à Sarkozy est inaudible, on parle du « silence de la gauche ». Le brouillage est net, aucune alternative n'apparaît, le désarroi saisit le « peuple de gauche ». Malgré les fortes résistances en France contre le néolibéralisme, le renoncement face aux règles libérales marque la majorité de la gauche et ne lui permet pas de s'opposer clairement à la politique de Sarkozy. La notion « gauche » même, ses contours, son avenir, font débat.

En 2007, les objectifs politiques de la candidate socialiste ont manqué de netteté. Sa campagne s'est concentrée sur des questions de renouvellement politique, de démocratie, mais les questions économiques et sociales sont restées floues au cours de la confrontation. Elle représentait surtout la modernité des couches moyennes supérieures, la culture politique des centres urbains et des approches libérales en matière économique. Le score de la candidate du PS était davantage le résultat de la conviction d'avoir à stopper la progression de Sarkozy qu'une adhésion à son programme. C'est aussi le choc de 2002 qui a favorisé le rassemblement autour de Royal. Mais de nombreux indices, tels que les taux élevés et en progression des votes « ninistes » (se situant ni à gauche ni à droite), la prise de distance des ouvriers et des employés avec la gauche du gouvernement à partir des

années 80, indiquent pour la gauche – et sur le long terme – des tendances à l'érosion.

Trois ans après l'échec de 2002, la profonde division de la gauche s'est révélée lors de la confrontation publique autour du projet de traité constitutionnel européen, tout particulièrement en ce qui concerne les questions sociales. Ce traité, considéré par de larges pans de la population, comme néolibéral a été rejeté le 29 mai 2005 par une nette majorité et par plus de la moitié des électeurs des partis Socialiste et des Verts – malgré la position officielle en faveur du « oui » que les directions de ces partis défendaient de façon très offensive avec les élites néolibérales. La droite nationaliste avait opté pour le « non » mais, à la différence du référendum de 1992 où il s'agissait du traité de Maastricht, elle avait beaucoup moins marqué le débat. Communistes, trotskistes, socialistes et républicains de gauche, militants altermondialistes, des groupes de syndicalistes, de féministes, de pacifistes, sous des formes nouvelles (près de 1 000 collectifs antilibéraux et une coordination nationale et pluraliste) ont mené une campagne très active. Rappelons-en les thèmes : la défense du secteur public, la critique de la concurrence comme principe d'organisation de la société, le refus du dumping salarial et fiscal, l'exigence de garanties de nouveaux droits sociaux et démocratiques, la nécessité d'une démocratisation de l'Europe et de son rôle moteur en faveur de la paix et de la justice dans le monde.

Le « non » massif des milieux populaires a été fréquemment interprété comme un vote de classe. La jeunesse, aucunement hostile à l'Europe, a également voté « non ». Jusqu'à ce jour, on distingue clairement entre les attentes positives envers l'Europe et le refus de l'offensive néolibérale. On peut relever sans exagérer que malgré la mobilisation de tous les grands partis, des médias, et de l'appareil d'Etat, la campagne a été marquée de plus en plus par une dynamique de gauche. L'expérience montre que la mobilisation d'ouvriers, d'employés, des secteurs publics et privés, des personnes précarisées, de couches moyennes critiques, s'est avérée possible pour la défense des acquis sociaux et démocratiques. Ce qui ne doit pas faire oublier les limites d'un tel rassemblement dont le caractère n'a pas permis de déboucher directement sur une alternative politique.

Ces dernières années, la crise de la République et la crise de la politique – de la représentation politique – se sont accentuées, mais en même temps l'activité de la société civile française a gagné en résistance. Contre les symboliques de l'individualisme et l'isolement, de nouvelles formes de solidarité (avec les sans papiers, les SDF, les grévistes, les occupations d'entreprises...) et de mobilisation ont émergé, permettant parfois de dépasser des barrières traditionnelles. Depuis quelques années, se mène publiquement la confrontation avec la thématique délicate de l'héritage colonial. Par ailleurs, la société a majoritairement refusé de condamner de façon générale et moralisante la jeunesse des banlieues lorsqu'elle s'est révoltée. La critique du néolibéralisme et de certaines formes du capitalisme se sont particulièrement développées dans l'opinion publique. Les nouvelles inscriptions sur les listes électorales ont atteint des records, notamment dans

les banlieues. Le débat politique lors de la campagne électorale a atteint une très grande intensité dans les semaines précédant l'échéance comme ce fut le cas lors du référendum. La participation aux meetings, le recours à Internet, l'écoute des émissions rappelaient la mobilisation politique au moment du référendum.

La gauche de la gauche doit travailler à l'objectif d'une dynamique alternative pouvant devenir majoritaire à gauche et dans le pays. Se pose par conséquent la question du dépassement de son éparpillement, de sa capacité à favoriser l'engagement politique citoyen et l'émergence de dynamiques politiques nouvelles, son efficacité en tant qu'opposition et son apport aux mouvements sociaux. Une grande réflexion portant sur les possibilités et moyens de viser une hégémonie nouvelle en contestant celle du néolibéralisme et la stratégie de Sarkozy est maintenant la priorité. La crise de la social-démocratie ainsi que la crise de la gauche de la gauche crée les conditions d'une profonde recomposition politique. La coopération de toutes les forces contestant le néolibéralisme et visant des alternatives émancipatrices est maintenant au cœur des enjeux, pour pouvoir amorcer – en atteignant une masse critique – une dynamique portant résistances et alternatives. Cela nécessite un grand débat à gauche et au-delà dans la société, le développement de l'apport des différentes composantes, l'invention de formes de coopération valorisant la diversité et l'originalité des contributions des différentes composantes politiques.

Pour la gauche de la gauche s'est posée la question, durant la préparation des élections de 2007, de savoir si les confrontations avec le néolibéralisme des années passées et le succès au référendum pouvaient permettre la constitution d'un rassemblement pouvant se présenter uni aux élections. Et au-delà, si une force combative à gauche pouvait émerger, en dépassant l'échec de la gauche plurielle due à son acceptation de compromis avec le néolibéralisme, mais en visant une logique majoritaire pour un projet authentiquement alternatif, loin des replis à la marge de la vie politique. L'expérience positive des collectifs très larges du « non » de gauche dans la campagne du référendum, différentes initiatives communes comme la rédaction d'une Charte antilibérale des collectifs, la recherche d'une candidature commune à la présidentielle et l'élaboration d'un programme électoral en 125 propositions à cet effet montrent qu'un potentiel en faveur de nouvelles constructions politiques existe. Mais la concrétisation de la présence d'un large rassemblement à gauche aux élections s'est heurtée à des difficultés insurmontables, d'ordre différent. Le rassemblement du référendum s'était rétréci lorsqu'il s'agissait d'aborder des enjeux électoraux. Le mode électoral, la conception des candidatures et de la présence dans les institutions, la nécessité de partis politiques et la conception de leur rapport avec des forces engagées mais non structurées de la même façon, la question des alliances et notamment le rapport avec le PS constituaient des problèmes immédiats trop complexes pour être résolus à cette occasion. Par ailleurs, il s'est avéré que les « forces antilibérales » n'ont pas été reconnues comme sujet politique dans la société.

Le choc des cultures politiques était rude. Besancenot et Bové venant de traditions de l'extrême gauche ou libertaires visent avant tout l'animation de la protestation et la construction de contre-pouvoirs alors que le PCF tente d'articuler protestation, propositions alternatives, participation dans les institutions, rassemblement large et union de la gauche. Des forces au sein du PS refusent de suivre la voie vers le centre et s'interrogent sur les possibilités de se donner les structures les plus appropriées pour l'avenir. Il est évident que les évolutions actuelles du paysage politique, et en particulier du PS, posent les questions de « la gauche », de la stratégie visant de façon nouvelle une majorité d'idées bien à gauche. Dans le contexte actuel, la vision de « deux gauches inconciliables » est erronée et inopérante, mais l'ancienne « union de la gauche » est également dépassée dans la mesure où le clivage entre néolibéralisme/antilibéralisme, entre recherche à gauche/recherche au centre traverse la gauche et notamment le PS. Viser une logique majoritaire suppose par conséquent de repenser la gauche, et de construire une masse critique permettant d'amorcer une dynamique transformatrice modifiant les rapports de force. A cet effet, les expériences de ces dernières années doivent être réexaminées.

En 2007, l'échec de la gauche est en premier lieu la crise de l'offre. A gauche du PS, aucun signal en faveur d'une nouvelle dynamique rassembleuse n'a pu être donné, et le PS ne pouvait représenter un pôle crédible permettant le rassemblement de larges composantes des milieux populaires et couches moyennes. Le livre que vient de publier Ségolène Royal oriente vers le centre, alors que Bayrou et Besancenot, chacun dans sa logique, misent sur le délitement de la gauche.

La discussion sur la capacité de la gauche, et à commencer par la gauche de la gauche, pour présenter un nouveau projet politique pouvant rassembler d'importantes forces sociales sur des questions essentielles est urgente. Jusqu'à présent, la gauche transformatrice et socialement engagée s'est limitée essentiellement à une addition de propositions quantitatives pour améliorer le quotidien, alors que la fragmentation de la société a pris une telle ampleur que des questions qualitativement nouvelles sont indispensables.

Lors des confrontations qui seront incontestablement dures dans les années à venir, les forces pouvant se mobiliser doivent être rassemblées et élargies. Il n'est pas clair à l'heure actuelle que la gauche alternative trouve un chemin pour son rassemblement et comment celui-ci pourrait être conçu. Le travail ne peut se limiter aux enjeux de structures et de méthodes de construction, il doit comprendre une analyse approfondie des réalités du capitalisme financiarisé, de l'évolution des contradictions et des moyens de les faire évoluer dans le sens de l'émancipation, pour à partir de là définir des objectifs politiques à courte, moyenne et plus longue échéance.

Un des défis majeurs pour la gauche transformatrice est la question : comment concevoir un projet solidaire, émancipateur dans une société éclatée. Il s'agit d'engager une stratégie de rassemblement de forces sociales qui serait de nature à relancer une dynamique de luttes sociales et politiques,

à modifier les rapports de forces. Alors que les divisions au sein des « classes populaires » sont parfaitement décrites⁸⁷ ainsi que leur éloignement grandissant des partis de gauche traditionnels⁸⁸, la constitution d'un nouveau bloc social comme base d'une dynamique de changement doit être au cœur des préoccupations de la gauche.

Durant les bouleversements des années 80 et 90 « se multiplient les lignes de fracture : les alliances sociales de soutien à la droite républicaine et à la gauche de gouvernement éclatent progressivement »⁸⁹. L'alliance traditionnelle entre ouvriers et secteur public, la base des réussites électorales de la gauche se rompt. Philippe Guibert/Alain Mergier parlent d'une scission née ces dernières années, d'un « clivage entre la France de ceux qui ont le sentiment d'avoir la main sur leur vie et ceux qui ne l'ont plus. Ceux qui ont le sentiment de compter pour quelque chose dans la société et ceux qui l'ont perdu. C'est la possibilité de se revendiquer en tant que sujet économique et politique qui nous paraît être au cœur des nouveaux clivages électoraux. »⁹⁰

Un des enjeux majeurs sera la possibilité de bloquer la stratégie de Sarkozy d'individualisation des rapports, d'isolement de corps constitués. « On voit bien qu'il y a dans le sarkozysme une espèce de méfiance et de mépris vis-à-vis des corps constitués. Parce que les magistrats, les enseignants ou les médecins, même s'ils ne sont pas de gauche, font sens en lui résistant... On voit que commencent à s'installer des passerelles entre les partis politiques fondés sur l'idéologie de la lutte de classes et des fractions de la société qui n'en sont pas particulièrement proches », estime Christian Lehmann, médecin et initiateur du mouvement contre les franchises médicales, en participant à une manifestation organisée par le PCF⁹¹. En effet, les médecins internes ont obtenu des résultats lorsque leur mouvement s'apprêtait à se lier à celui contre les franchises sociales. « Le discours du président de la République est écorné, il y a des fissures. Mais il faut être lucide : s'il n'y a pas à gauche quelque chose qui se passe, cela restera simplement des fissures », apprécie Marie George Buffet à la même occasion. Il n'est pas surprenant que la discussion à gauche est fortement marquée par les débats autour du besoin de reconstruire un projet politique rassembleur et de l'émergence d'un nouveau sujet politique. Si la logique du capitalisme financiarisé porte atteinte aux conditions de vie et de travail de la plus grande partie de la population, la gauche transformatrice est tout de même confrontée

⁸⁷ Cf. Gérard Mauger, « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in : Jean Lojkine/Pierre Cours-Salies/Michel Vakaloulis (sous la direction de), *Nouvelles luttes de classe*, Paris 2006)

⁸⁸ Philippe Guibert/Alain Mergier, *Le descenseur social, Enquête sur les milieux populaires*, Collection Fondation Jean Jaurès, 2006.

⁸⁹ Elvire Guillaud/Stefano Palombarini, « Evolution des attentes sociales et comportement électoral : France 1978 – 2002 », manuscrit.

⁹⁰ *Idem*, p. 135.

⁹¹ Humanité Dimanche, 31/10/2007.

à la question de ses objectifs stratégiques prioritaires. Le développement de nouvelles dynamiques sociales et politiques nécessite la constitution d'un pôle pouvant devenir crédible pour de larges composantes des milieux populaires y compris du précaire et des couches moyennes notamment inférieures. Un signal en faveur d'un nouvel élan en ce sens pourrait trouver du répondant dans le contexte actuel.

Annexes

Population 63,4 millions (2007)
 Actifs 27,6 M
 Salariés: 25,1 M
 Chômage: 2,5 M
 Taux d'activité : Hommes 74,5%, 63,8%

Actifs, salariés, milieux populaires (en millions et pourcentage de la population)

Population de + de 15 ans : 52M					
	Inactifs : 48%	Retraités : 30% 15 M			
	Actifs : 52% 27,4 M	Milieux populaires : 30% : 15M	Ouvriers : 14% 7 M	Employés :16% 8M	
	Salariés 25,1 M	Moyennes + supérieures : 25% , 12,5M	Cadres + intellectuels :7,4 4 M	Professions intermédiaires : 12,6% . 6 M.	Demandeurs d'emploi : 4,5% . 2,5 M

Actifs selon catégories

29,1 % Employés : 8.031. 600
 23,9 % Ouvriers : 6.596.400
 23,2 % Intermédiaires : 6.403.200
 14,7 % Cadres supérieurs, professions libérales : 4.057.200
 6,0 % Artisans, commerçants, entrepreneurs : 1.656.000
 2,7 % Agriculteurs : 745.000

Source: INSEE

Répartition selon modes d'activité en %

Activité indépendante	10,9
CDI temps complet	64,4
CDI temps partiel	12,6
Salariés précaires	12,2
• Temps partiel	2,2
• CDD	6,9
• Stages et emplois subventionnés	1,7
Apprentis	1,3

Niveau de revenus (en millions)

SMIC	4,2
Revenus en dessous du SMIC	3,5
Emplois subventionnés	2
Allocataires de la prime pour l'emploi	8,5
RMI	1,1

Tableau 1 : L'évolution de l'emploi depuis 1965

Le tableau 1 suivant indique les données essentielles de cette évolution.

Années	1965	1970	1980	1990	2000*	2002*
Salariés occupés	14 800 000	16 031 000	18 222 000	19 476 000	20 622 000	21 325 000
Dont femmes	nd	5 772 000	7 266 000	8 515 000	9 503 000	10 000 000
Soit en %		36%	40%	44%	46%	47%
Temps partiels	nd	1 178 000	1 820 000	2 668 000	3 931 000	3 880 000
Dont femmes		82%	83%	84%	83%	83%
Salariés occupés EqTC	13 200 000	15 442 000	17 312 000	18 142 000	18 735 000	19 462 000
Intérimaires	très faible	Très faible	197 000	292 000	540 000	515 000

Source: INSEE, marché du travail, séries longues

Effectifs au 31 décembre, en milliers

	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Retraités de droit direct	10 715	11 838	12 027	12 101	12 372	n.d.
Personnes bénéficiaires du minimum vieillesse	989	766	723	668	634	n.d.
Familles bénéficiaires des prestations familiales	6 154	6 404	6 444	6 471	6 519	6 542
Personnes bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés	614	710	732	751	766	786
Personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion	946	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238

n.d. : non disponible.

Champ : France entière.

Sources : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees, Cnaf

Evolution des allocataires d'aides sociales

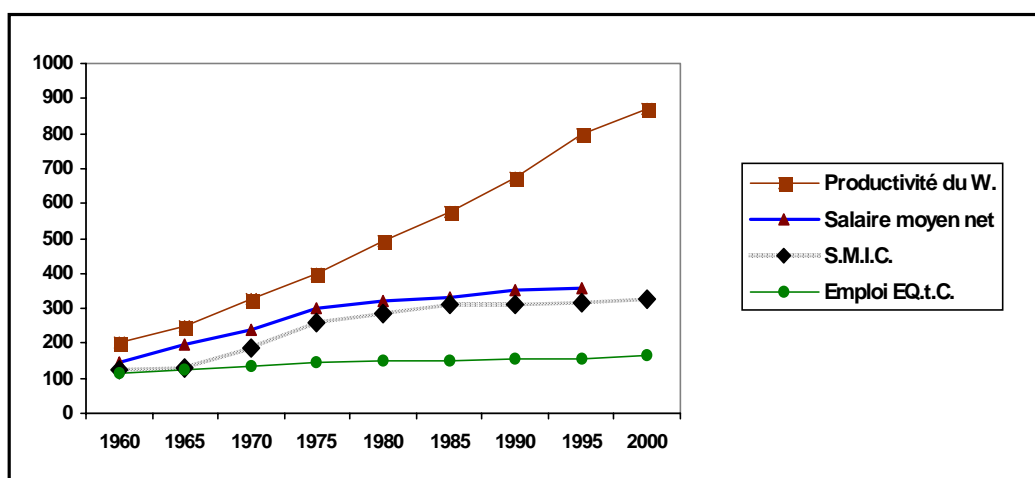
	Allocataires 2004	Allocataires 2005	Evolution en % 2005/2004
Allocation d'insertion (AI)	47 400	34 100	-28,1
Allocation veuvage	11 200	6 800	-38,7
Allocation supplémentaire d'invalidité	111 500	112 600	1
Allocation de parent isolé (API)*	175 600	182 300	3,8
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	760 100	774 200	1,9
Allocation supplémentaire vieillesse (FSV)	547 500	537 000	-1,9
Revenu minimum d'insertion (RMI)	1 083 900	1 134 500	4,7
Allocation de solidarité spécifique (ASS)	346 000	374 500	8,2
Allocation équivalent retraite - remplacement (AER)	32 200	42 400	31,7
Ensemble des minima sociaux en métropole	3 115 400	3 198 400	2,7
DOM	309 800	316 200	2
France entière	3 425 200	3 514 600	2,6

Allocation veuvage et allocation supplémentaire vieillesse : estimations DREES pour 2005.

ASS, AI et AER : données provisoires pour 2005.

* avec 1 enfant ou 1 enfant à naître.

Source : ministère de la santé et des solidarités, Drees.




Source : Observatoire des inégalités

Ventilation des dépenses liées au handicap

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Par nature juridique de prestation						
En millions d'euros courants						
Assurances sociales	18.288	19.216	20.987	21.623	22.389	23.490
Minima sociaux	4.223	4.501	4.748	4.792	4.930	5.201
Aide sociale légale	2.360	2.468	2.722	2.910	3.162	3.236
Action sociale facultative	322	334	354	377	414	437
Total	25.193	26.519	28.810	29.703	30.895	32.363
En %						
Assurances sociales	72,60%	72,50%	72,80%	72,80%	72,50%	72,60%
Minima sociaux	16,80%	17,00%	16,50%	16,10%	16,00%	16,10%
Aide sociale légale	9,40%	9,30%	9,40%	9,80%	10,20%	10,00%
Action sociale facultative	1,30%	1,30%	1,20%	1,30%	1,30%	1,40%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Par condition d'attribution						
En millions d'euros courants						
Sous conditions de ressources	5.830	6.182	6.516	6.664	6.869	7.248
Sans condition de ressources	19.363	20.337	22.294	23.039	24.027	25.116
Total	25.193	26.519	28.810	29.703	30.895	32.363
En %						
Sous conditions de ressources	23,10%	23,30%	22,60%	22,40%	22,20%	22,40%
Sans condition de ressources	76,90%	76,70%	77,40%	77,60%	77,80%	77,60%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Par financeur principal						
En millions d'euros courants						
Etat	6.293	6.553	6.809	6.849	6.937	7.199
Départements	2.498	2.596	2.867	3.061	3.296	3.378
Sécurité sociale	16.172	17.120	18.859	19.497	20.320	21.426
<i>dont maladie-invalidité</i>	10.302	11.208	12.243	12.523	13.018	13.711
<i>dont famille</i>	329	355	405	497	527	560
<i>dont accidents du travail</i>	5.541	5.556	6.210	6.478	6.774	7.155
Divers régimes	230	250	275	294	343	360
Total	25.193	26.519	28.810	29.703	30.895	32.363
En %						
Etat	25,00%	24,70%	23,60%	23,10%	22,50%	22,20%
Départements	9,90%	9,80%	10,00%	10,30%	10,70%	10,40%
Sécurité sociale	64,20%	64,60%	65,50%	65,60%	65,80%	66,20%
<i>dont maladie-invalidité</i>	40,90%	42,30%	42,50%	42,20%	42,10%	42,40%
<i>dont famille</i>	1,30%	1,30%	1,40%	1,70%	1,70%	1,70%
<i>dont accidents du travail</i>	22,00%	21,00%	21,60%	21,80%	21,90%	22,10%
Divers régimes	0,90%	0,90%	1,00%	1,00%	1,10%	1,10%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Sources : comptes de la protection sociale, DREES.



**Sarkozy
et l'hégémonie
du néolibéralisme**

Joachim Bischoff
Elisabeth Gauthier

Texte de :
Joachim Bischoff
Elisabeth Gauthier

Prix : 3 €